

**COMPTES ANNUELS DEFINITIFS
2008
DE L'AGENCE EXECUTIVE POUR
L'EDUCATION, L'AUDIOVISUEL ET LA
CULTURE**

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES

	PAGES
I. <u>BASES LEGALES ET PRINCIPE COMPTABLES</u>	3
II. ETATS FINANCIERS	
1. <u>BILAN</u>	7
2. <u>COMPTE DE RESULTAT ECONOMIQUE</u>	14
3. <u>RECONCILIATION RESULTAT BUDGETAIRE/COMPTABLE</u>	17
4. <u>TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE</u>	18
5. <u>DROITS ET OBLIGATIONS HORS BILAN</u>	19
III. ETATS BUDGETAIRES	
1. <u>RESULTAT BUDGETAIRE</u>	19
2. <u>EXECUTION BUDGETAIRE</u>	20
3. <u>BUDGET 2008 ET TRANSFERTS</u>	30
4. <u>TABLEAU DES EFFECTIFS</u>	32

I. BASES LEGALES ET PRINCIPES COMPTABLES

A. Introduction

Le système comptable de l'agence se compose d'une comptabilité budgétaire et d'une comptabilité générale d'exercices tenus en euros. La comptabilité budgétaire a pour objet de donner une image détaillée de l'exécution budgétaire et elle est basée sur le principe de comptabilité de caisse modifié, c'est à dire qu'elle reconnaît la dépense ou la recette au moment où elle est décaissée ou encaissée à l'exception d'élément comme le report de crédit. La comptabilité d'exercice, quant à elle, enregistre la dépense ou le revenu dans la période où la prestation qui y est liée survient, sans considération de la date de paiement ou d'encaissement.

Les comptes, en plus d'être réguliers, sincères et complets doivent donner une image fidèle des actifs et passifs de l'agence, des droits et obligations de celles-ci, de ses flux de trésorerie ainsi que de l'exécution budgétaire en recettes et dépenses.

L'objectif des Etats financiers est de fournir une information sur la situation patrimoniale et financière, sur le résultat économique, les flux de trésorerie et la variation des capitaux propres d'une entité. Quant aux états budgétaires, ils récapitulent les opérations budgétaires de l'exercice en recettes et en dépenses.

Pour une agence comme l'EACEA, ces états permettent de démontrer la bonne utilisation des ressources qui lui ont été confiées.

B. Bases légales

Les états financiers de l'Agence sont présentés conformément aux règlements suivants:

- Règlement (CE) N° 58/2003 du conseil du 19 décembre 2002 portant statut des agences exécutives chargées de certaines tâches relatives à la gestion de programmes communautaires.
- Décision de la Commission du 14 janvier 2005 instituant l'Agence exécutive "Education, audiovisuel et culture" pour la gestion de l'action communautaire dans le domaine de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture, en application du règlement (CE) N°58/2003 du Conseil – Telle que modifiée en dernier lieu par la décision (CE) N° 785/2008 de la Commission du 09 octobre 2008.
- Règlement (CE) No 1653/2004 de la Commission du 21 septembre 2004 portant règlement financier type des agences exécutives en application du règlement (CE) N° 58/2003 du Conseil portant statut des agences exécutives chargées de certaines tâches relatives à la gestion de programmes communautaires, tel que modifié par le règlement (CE) N° 651/2008 du 09 juillet 2008.

Par ailleurs, pour tout aspect relatif au fonctionnement des agences exécutives qui n'est pas expressément défini par ce règlement, s'appliquent *mutatis mutandis* les dispositions du règlement financier général (CE,Euratom) n° 1605/2002 tel que modifié par le règlement (CE, Euratom) n° 478/2007 du 23 avril 2007 et du règlement (CE, Euratom) n° 1248/2006 de la Commission du 7 août 2006 modifiant le règlement (CE, Euratom) n° 2342/2002 établissant les modalités d'exécution du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes.

- Les règles comptables de la Commission (basées sur les normes IPSAS) adoptées par le comptable de la Commission le 28 décembre 2004 et modifiées le 15 janvier 2009.

C. Principes comptables

Les états financiers sont présentés en conformité avec les principes suivants:

- Principe d'unité de compte (règlement financier des agences art.14):

Le budget est établi, exécuté et fait l'objet d'une reddition des comptes en euros.

- Principe de continuité des activités (règlement financier des agences art.53, modalité d'exécution 187, IPSAS 1):

Le principe de continuité des activités signifie que, pour l'élaboration des états financiers, l'agence est présumée avoir une durée de vie illimitée, bien que l'EACEA ait actuellement une vie limitée à 2015 conformément à l'acte instituant l'agence.

- Principe de prudence (règlement financier des agences art.53, modalité d'exécution 188, IPSAS 1, règle comptable commission 2):

Le principe de prudence signifie que les actifs ou les produits ne sont pas surévalués et les passifs ou les charges ne sont pas sous-évalués. Cependant, le principe de prudence ne permet pas la création de réserves occultes ou de provisions excessives.

- Principe de permanence de la méthode comptable (règlement financier des agences art.53, modalité d'exécution 189, IPSAS 1, règle comptable commission 2):

Le principe de permanence des méthodes signifie que la structure des éléments composant les états financiers, ainsi que les méthodes de comptabilisation et les règles d'évaluation, ne peuvent pas être modifiées d'un exercice à l'autre.

- Principe de la comparabilité des informations (règlement financier des agences art.53, modalité d'exécution 190, IPSAS 1, règle comptable commission 2):

Le principe de comparabilité des informations signifie que chaque poste des états financiers reprend l'indication du montant relatif au poste correspondant de l'exercice précédent.

- Principe de l'importance relative (règlement financier des agences art.53, modalité d'exécution 191, IPSAS 1, règle comptable commission 2):

Le principe de l'importance relative signifie que toutes les opérations ayant un caractère significatif pour l'information recherchée sont prises en compte dans les états financiers. L'importance relative s'apprécie notamment par rapport à la nature de la transaction ou de son montant.

- Principe de non compensation (règlement financier des agences art.53, modalité d'exécution 192, IPSAS 1, règle comptable commission 2):

Le principe de non compensation signifie qu'aucune compensation ne peut être faite entre les créances et les dettes ou entre les charges et les produits, sauf dans le cas de charges et produits résultant de la même transaction, de transactions similaires ou d'opérations de couverture et pour autant qu'ils ne soient pas individuellement significatifs.

- Principe de la prééminence de la réalité sur l'apparence (règlement financier des agences art.53, modalité d'exécution 193, IPSAS 1, règle comptable commission 2):

Le principe de prééminence de la réalité sur l'apparence signifie que les événements comptables repris dans les états financiers sont présentés en fonction de leur nature économique.

- Principe de la comptabilité d'exercice (règlement financier des agences art.53, modalité d'exécution 194, IPSAS I.):

Le principe de la comptabilité d'exercice signifie que les transactions et les événements sont comptabilisés au moment où ils se produisent et non pas lors du paiement ou du recouvrement effectifs. Ils sont enregistrés dans les comptes des exercices auxquels ils se rapportent.

D. Règles comptables

Les états financiers respectent les règles comptables adoptées par le comptable de la Commission conformément au règlement financier général art 133 et 185.

- Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont valorisées au prix d'acquisition en euros (ou si nécessaire au prix d'acquisition en devise converti en euros au taux en vigueur lors de l'achat). La valeur comptable d'une immobilisation est égale à son prix d'acquisition ou de production diminuée des amortissements cumulés et des réductions de valeurs et augmentée des réévaluations.

Les frais annexes sont inclus dans le montant immobilisé ou reconnus séparément comme immobilisation seulement s'ils engendrent un bénéfice économique futur. Toute réparation ou maintenance est comptabilisée en charge dans l'année pendant laquelle elle est encourue.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur une base mensuelle afin de répartir le coût sur la durée de vie estimée du bien.

Les immobilisations font l'objet d'un ajustement si nécessaire à la clôture annuelle des comptes.

- Conversion en devises

Les Etats financiers sont présentés en euros.

Les transactions libellées en monnaie étrangère (hors euro) seront comptabilisées dans les états financiers des Communautés Européennes en euro au taux de change applicable à la date de transaction.

A la clôture, les éléments monétaires du bilan doivent être convertis au taux de clôture.

Les écarts de change sont comptabilisés dans des rubriques spécifiques du compte de résultat en charges ou en produits selon la nature de la transaction à laquelle ils se rattachent.

- Leasing

Lorsqu'un leasing ne donne pas lieu à un transfert substantiel de risques ou de propriété, il est réputé opérationnel. Dans ce cas, les paiements effectués dans ce cadre sont pris en charge de manière linéaire pendant toute la période du leasing.

- Pré-financement

Le préfinancement est un paiement d'avance au profit d'un tiers. Le paiement de l'avance peut se faire en une ou plusieurs tranches dans une période déterminée selon les conditions prévues au contrat. L'avance est restituée ou utilisée aux fins pour lesquelles elle est prévue pendant la période définie dans le contrat. Si les dépenses encourues dans le cadre de l'exécution du

contrat ne sont pas éligibles, le bénéficiaire a l'obligation de retourner l'avance à l'agence. Le montant de l'avance est réduit (totalement ou partiellement) en fonction de l'acceptation des dépenses éligibles.

A la fin de l'année, les montants de préfinancement ouverts sont valorisés au montant initial sous déduction des montants remboursés, des dépenses éligibles et apurées, et des réductions de valeur.

Les garanties relatives au préfinancement sont mentionnées dans les actifs hors bilan.

➤ Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur de réalisation.

Aucune provision pour créance douteuse n'est établie à l'égard des institutions européennes (entités consolidées).

Pour les autres créances, une provision pour créances douteuses est constituée, le cas échéant, sur base d'une revue des montants ouverts à la date de clôture des comptes s'il y a une preuve objective que les montants ne pourront pas être recouvrés.

➤ Provisions

Des provisions sont constituées par l'agence lorsque celle-ci a une obligation légale et fondée résultant d'une transaction passée et qu'il existe une probabilité de devoir consommer des ressources pour apurer cette obligation. Le montant de la provision doit toutefois pouvoir être estimée de manière raisonnable et fiable.

➤ Produits et charges

Les charges et les produits sont enregistrés conformément à la définition de la comptabilité d'exercice sur base de la réalisation des prestations.

➤ Passifs et actifs hors bilan

Un actif hors bilan est un droit résultant d'un évènement passé, pour lequel l'existence sera confirmée par la survenance ou non d'un ou plusieurs évènements futurs qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de l'agence.

Un passif hors bilan est une obligation possible découlant d'un évènement passé, pour laquelle l'existence sera confirmée uniquement par la survenance ou non d'un ou plusieurs évènements futurs qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de l'agence; ou une obligation présente qui découle d'évènements passés mais qui n'est pas reconnue soit parce que une consommation de ressources pour apurer l'obligation n'est pas certaine, ou soit le montant de l'obligation ne peut pas être estimé de manière fiable.

II. ETATS FINANCIERS

II.1.BILAN

BILAN EACEA	2008	2007
ACTIF	9.125.322,86	11.303.808,45
A.I. ACTIFS FIXES	900.773,02	559.734,38
A.I.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	304.829,00	222.097,50
A.I.1.1. LOGICIELS	304.829,00	222.097,50
21001000 Acquisition de logiciels	496.767,60	309.352,09
21008000 Amortissements cumulés sur acquisition de logiciels	-191.938,60	-87.254,59
A.I.1.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	595.944,02	337.636,88
A.I.1.2.2. MACHINES ET EQUIPEMENTS	3.671,00	937,43
23001001 Acquisition de machines et équipements	5.067,16	1.363,57
23008001 Amortissements cumulés sur acquisition de machines et équipements	-1.396,16	-426,14
A.I.1.2.3. MOBILIER ET MATERIEL ROULANT	47.665,63	24.200,39
24001000 Acquisition de mobilier	96.011,97	64.580,90
24008000 Amortissements cumulés sur acquisition de mobilier	-48.346,34	-40.380,51
A.I.1.2.4. MATERIEL INFORMATIQUE	515.127,39	276.938,06
24101000 Acquisition de matériel informatique	1.129.408,00	674.528,16
24108000 Amortissements cumulés sur acquisition de matériel informatique	-614.280,61	-397.590,10
A.I.1.2.5. AUTRES EQUIPEMENTS	29.480,00	35.561,00
24201000 Acquisition d'équipements	44.300,30	39.117,37
23008001 Amortissements cumulés sur acquisition d'équipements	-14.820,30	-3.556,37
A.II. ACTIFS CIRCULANTS	8.224.549,84	10.744.074,07
A.II.2. PRE-FINANCEMENTS A COURT TERME	0,00	0,00
A.II.2.2. PRE-FINANCEMENT TIERS	0,00	0,00
A.II.2.2.1. CENTRALISED DIRECT MANAGEMENT MARCHES	0,00	267.509,15
40601100 PF TIERS - MARCHES	0,00	267.509,15
A.II.2.2.6. CHARGES A IMPUTER PF TIERS	0,00	-267.509,15
49055600 Charges à imputer sur pré-financement tiers	0,00	-267.509,15
A.II.3. CREANCES A COURT TERME	451.218,84	914.649,15
A.II.3.2. CREANCES A COURT TERME	50.555,67	29.241,90
A.II.3.1.5. AUTRES CREANCES	50.494,38	20.877,66
47901000 Dépenses à facturer aux institutions	50.494,38	20.877,66
A.II.3.1.8. CREANCES ENTITES CONSOLIDEES	61,29	8.364,24
40005000 Créances envers les entités consolidées	61,29	8.364,24
A.II.3.3. CREANCES DIVERSES	3.045,58	25.303,69
A.II.3.3.3. PERSONNEL	3.045,58	25.303,69
45202000 Retenues non effectuées sur traitement - Agents temporaires et contractuels	13.007,91	24.045,91
45290000 salaires en attente	-17.130,66	-4.939,17
45311000 Avances sur traitement - Agents temporaires et contractuels	9.000,00	6.200,00
45321000 Avances frais de missions	-1.831,67	-184,85
45410000 Saisie sur salaires	0,00	181,80
A.II.3.4. AUTRES CREANCES A COURT TERME	397.617,59	860.103,56
PRODUITS A RECEVOIR/ CHARGES A REPORTER	8.249,97	0,00
49050000 Produits à recevoir	8.249,97	0,00
CHARGES A REPORTER	155.805,57	499.042,11
49000000 Charges payées d'avance	155.805,57	499.042,11
AUTRES PRODUITS A RECEVOIR/ CHARGES A REPORTER	52.346,05	81.237,45
49100000 interets bancaires a recevoir	52.401,13	81.237,45
49291000 frais bancaires à imputer	-55,08	0,00
ENTITES CONSOLIDEES PRODUITS A RECEVOIR/ CHARGES A REPORTER	181.216,00	279.824,00
49000900 Deferred charges with consolidated Entities	181.216,00	279.824,00
A.II.5. TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE	7.773.331,00	9.829.424,92
A.II.5.A. ETABLISSEMENT DE CREDIT	7.773.331,00	9.829.424,92
COMPTE COURANT		
55023000 ING - EURO	8.024.928,20	9.829.424,92
56023000 ING - EURO	-251.597,20	0,00

PASSIF	-9.125.322,86	-11.303.808,45
P.I. FONDS PROPRES	-4.313.536,39	-4.143.715,49
P.I.2. RESULTAT REPORTE DES ANNEES ANTERIEURES	-4.143.715,49	-3.544.415,15
14000000 Résultat reporté	-4.143.715,49	-3.544.415,15
P.I.3. RESULTAT ECONOMIQUE DE L'ANNEE	-169.820,90	-599.300,34
14100000 Résultat de l'année	-169.820,90	-599.300,34
P.III. DETTES COURT TERME	-4.811.786,47	-7.160.092,96
P.III.2. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	-10.000,00	-476.240,00
48900000 Provisions à court terme	-10.000,00	-476.240,00
P.III.4. ACCOUNTS PAYABLES	-4.801.786,47	-6.683.852,96
P.III.4.1. DETTES COMMERCIALES	-524.309,10	-1.037.476,63
P.III.4.1.2. FOURNISSEURS	-216.557,71	-718.678,39
44001000 Fournisseurs	-216.557,71	-712.119,19
44001060 Ajustements Fournisseurs	0,00	-6.559,20
P.III.4.1.8. AUTRES DETTES	0,00	0,00
44004000 Amounts payable from public bodies	0,00	0,00
P.III.4.1.9. DETTES ENTITES CONSOLIDEES	-307.751,39	-318.798,24
44005100 Dettes envers les entités consolidées	-5.600,00	-36.100,16
47000900 Dettes envers les institutions	-302.151,39	-282.698,08
P.III.4.3. DETTES DIVERSES	-25.571,42	-28.077,18
44007000 Dettes vis-à-vis du personnel	-859,17	-1.507,80
45491000 Retenues cotisations de pension	0,00	0,00
45492000 Retenues caisse maladie	0,00	0,00
45493000 Retenues d'impôts sur traitements	0,00	0,00
45611000 Assurance groupe - Décès Invalidité	-148,89	0,00
45622000 Assurances accidents - Fonctionnaires	0,00	0,00
45800000 Fonds de chômage des agents temporaires	0,00	0,00
46207000 Crèche Garderie- Compte Courant	-24.563,38	-26.569,40
47530100 Virements traitements Bruxelles	0,02	0,02
P.III.4.4. AUTRES DETTES	-2.886.280,73	-2.782.214,49
CHARGES A IMPUTER	-2.155.905,52	-1.807.990,68
49055000 Charge à imputer	-2.155.905,52	-1.807.990,68
CHARGES A IMPUTER ENTITES CONSOLIDEES	-730.375,21	-974.223,81
49055900 Charges à imputer envers les entités consolidées	-730.375,21	-974.223,81
P.III.4.5. DETTES ENTITES CONSOLIDEES	-1.365.625,22	-2.836.084,66
44790000 Pré-financement (subside) reçu de la Commission	-1.365.625,22	-2.836.084,66

Remarque préliminaire: les montants repris des états financiers et détaillés dans les commentaires ci-dessous sont arrondis à l'euro près.

II.1.1. ACTIFS FIXES

Les immobilisations sont comptabilisées au prix d'acquisition et sont amorties de manière linéaire à partir du mois de réception au taux repris dans le tableau ci-après. Seuls les biens dont la valeur d'acquisition est supérieure à 420€ sont immobilisés conformément aux règles mises en place par le Comptable de la Commission.

Les taux d'amortissement appliqués ainsi que les tableaux relatifs aux immobilisations incorporelles et corporelles dont l'agence est propriétaire sont présentés ci-après.

Taux d'amortissement:

Type d'immobilisation	%
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	25,0%
Immobilisations corporelles	
Furniture and vehicles	
Mobilier	10,0%
Equipement de bureau, d'impression, d'affranchissement	25,0%
Matériel informatique	
Ordinateurs, serveurs, accessoires, équipement de transfert de données, imprimantes, écrans,..	25,0%
Copieurs, matériel pour scanner et digitaliser	25,0%
Autres immobilisations	
Equipement de télécommunication	25,0%
Equipement audiovisuel	25,0%
Equipement de surveillance et sécurité	12,5%

Immobilisations incorporelles

2008		Computer Software	Others (1)	Total
Gross carrying amounts 01.01.2008	+	309.352,09		309.352,09
Additions	+	187.415,51		187.415,51
Disposals	-			0,00
Transfer between headings	+/-	0,00		0,00
Other changes (2)	+/-	0,00		0,00
Gross carrying amounts 31.12.2008		496.767,60	0,00	496.767,60
Accumulated amortization and impairment 01.01.2008	-	-87.254,59		-87.254,59
Amortization	-	-104.691,51		-104.691,51
Write-back of amortization	+	7,50		7,50
Disposals	+			0,00
Impairment (2)	-			0,00
Write-back of impairment	+			0,00
Transfer between headings	+/-	0,00		0,00
Other changes (2)	+/-			0,00
Accumulated amortization and impairment 31.12.2008		-191.938,60	0,00	-191.938,60
Net carrying amounts 31.12.2008		304.829,00	0,00	304.829,00

Immobilisations corporelles

2008		Plant and Equipment	Computer hardware	Furniture and vehicles	Other Fixtures and Fittings	Total
Gross carrying amounts 01.01.2008	+	1.363,57	674.528,16	64.580,90	39.117,37	779.590,00
Additions	+	3.703,59	454.879,84	31.431,07	5.182,93	495.197,43
Disposals	-					0,00
Transfer between headings	+/-					0,00
Other changes (1)	+/-					0,00
Gross carrying amounts 31.12.2008		5.067,16	1.129.408,00	96.011,97	44.300,30	1.274.787,43
Accumulated amortization and impairment 01.01.2008	-	-426,14	-397.590,10	-40.380,51	-3.556,37	-441.953,12
Depreciation	-	-970,02	-226.853,90	-8.056,16	-11.263,93	-247.144,01
Write-back of depreciation	+		10.163,39	90,33		10.253,72
Disposals	+					0,00
Impairment (1)	-					0,00
Write-back of impairment	+					0,00
Transfer between headings	+/-					0,00
Other changes (1)	+/-					0,00
Accumulated amortization and impairment 31.12.2008		-1.396,16	-614.280,61	-48.346,34	-14.820,30	-678.843,41
Net carrying amounts 31.12.2008		3.671,00	515.127,39	47.665,63	29.480,00	595.944,02

On constate une augmentation du montant des immobilisations pour les logiciels et le matériel informatique. Celle-ci est liée notamment à la nécessité:

- d'acheter du matériel supplémentaire compte tenu de la croissance de l'Agence,
- de remplacer une partie des anciens ordinateurs récupérés du BAT,
- de se doter de serveurs supplémentaires pour assurer la gestion d'un nombre croissant d'applications, ainsi que pour disposer des environnements de test et backup nécessaires.

Il convient également de noter que l'Agence a procédé à une reprise d'amortissement sur le matériel informatique (10 163€) et sur le mobilier (90€), pour corriger une écriture d'amortissement manuel effectuée en 2007 qui différait de ce qui a été calculé de manière automatique par le système lors de la mise à l'inventaire en "ABAC assets".

II.1.2. ACTIFS CIRCULANTS

➤ *Préfinancement à court terme*

Comme l'an dernier, l'agence a conclu certains marchés avec des tiers pour des prestations de services qui ont donné lieu à des préfinancements dont un montant de 110.227,80€ était ouvert au 31/12/2008. Bien que les prestations aient été effectuées au 31/12/2008, le solde relatif à ces dernières n'avait pas été facturé au 31/12/08. C'est la raison pour laquelle, le montant équivalent à ces préfinancements a fait l'objet d'un reclassement vers le compte de "charge à imputer" à titre de provision pour charge 2008 ainsi que la valeur estimée de la prestation restant à facturer. Toutefois, contrairement à 2007, le reclassement du préfinancement s'est fait directement du compte bilan sur lequel le montant avait été imputé vers le compte de charge sans passer par le compte "charges à imputer sur préfinancement tiers" (conformément aux instructions de la DG Budget). Bien que l'écriture n'aie pas été effectuée de la même manière, le poste "préfinancement tiers" est à zéro comme l'an dernier.

➤ *Créances à court terme*

Les créances à court terme sont passées de 914.649€ en 2007 à 451.219€ cette année soit une diminution des créances de 51%. Cette diminution est essentiellement imputable à une réduction des charges payées d'avance.

Les créances à court terme se composent de créances vis-à-vis des entités consolidées pour un montant de 50.556€ Il s'agit de créances envers d'autres institutions générées dans le cadre du calcul des salaires et plus particulièrement vis-à-vis de la Commission pour les indemnités différentielles des fonctionnaires détachés relatives au mois de novembre et décembre qui seront facturées début 2009.

L'EACEA a également une créance de 3.046€ vis-à-vis de certains membres du personnel liée à des avances sur salaire ou des retenues diverses non récupérées ou partiellement au 31/12/2008. Ce montant est inférieur à 2007.

Les autres créances à court terme ont trait à des notes de débit à émettre ou des charges payées d'avance et plus spécifiquement:

- une note de débit de 8.250€ à émettre vis-à-vis des auditeurs externes à titre de pénalité pour retard dans le traitement des dossiers,
- 155.806€ de charges payées d'avance à des fournisseurs tiers pour de la maintenance de logiciels et de matériel informatique.
- l'agence doit encore percevoir les intérêts bancaires générés par le subside reçu des DG de tutelle sur le compte courant de l'agence auprès d'ING relatifs au dernier trimestre 2008. Ces intérêts pour un montant de 52.401€, versés sur le compte de l'agence en janvier 2009, seront ensuite restitués à la Commission. D'autre part, l'agence devra payer en janvier 2009 des frais sur certaines opérations bancaires intervenues à la fin de 2008.

- Enfin, il reste une charge à reporter aux années ultérieures de 181.216€ dans le cadre du protocole d'accord intervenu avec la DG DIGIT en 2006 pour le projet "Symmetry (système pour la gestion et la surveillance de la mise en œuvre des programmes et actions de la DG EAC)". En effet, sur les 903.216€ comptabilisé en 2006, 623.392€ ont été pris en charge en 2007 et 98.608€ en 2008 conformément au plan d'utilisation des ressources établi dans le protocole d'accord.

➤ **Trésorerie et équivalent de trésorerie**

Sur des revenus encaissés de 38.254.267€ dans le courant de 2008, le compte courant présente un solde 7.773.331€. Ce solde est d'ailleurs inférieur de plus de 2 millions d'euros par rapport à l'an dernier. Une partie de ce montant sera restituée aux DG de tutelle à titre de surplus budgétaire et une autre partie sera utilisée pour payer les factures non reçues au 31/12/08. Au 31/12/08, des ordres de paiements à divers fournisseurs pour un montant de 251.297€ se trouvaient en transit.

II.1.3. FONDS PROPRES

Capital	Reserves		Accumulated Surplus / Deficit	Economic result of the year	Capital (total)
	Fair value reserve	Other reserves			
Balance as of 31 December 2007			3.544.415,15	599.300,34	4.143.715,49
Changes in accounting policies 1)					0,00
Balance as of 1 January 2008 (if restated)	0,00	0,00	3.544.415,15	599.300,34	4.143.715,49
Other 2)					0,00
Fair value movements					0,00
Movement in Guarantee Fund reserve					0,00
Allocation of the Economic Result of Previous Year			599.300,34	-599.300,34	0,00
Amounts credited to Member States					0,00
Economic result of the year				169.820,90	169.820,90
Balance as of 31 December 2008	0,00	0,00	4.143.715,49	169.820,90	4.313.536,39
Account	102100	102200	140000	141000	

Les capitaux propres s'élèvent à 4.313.536€ dont 4.143.715€ correspondent au résultat cumulé des années antérieures et 169.821€ au résultat économique de 2008.

II.1.4. DETTES A COURT TERME

➤ **Provisions**

Une provision de 10.000€ a été constituée cette année afin de couvrir la prise en charge éventuelle des frais de justice dans le cadre d'un litige. Une provision d'un montant équivalent avait été constituée l'an dernier mais n'a finalement pas été utilisée. Elle a donc été extournée et reprise à titre de produit en 2008.

L'an dernier, l'agence avait constitué une provision de 466.240€ pour les congés non pris par le personnel à la fin de 2007. Cette provision a été extournée en 2008 et recalculée au 31/12/08. Toutefois, compte tenu de certaines modifications intervenues dans les règles comptables, le montant n'est plus considéré comme une provision mais comme une charge à imputer. Il est donc enregistré dans le poste "autres dettes" plutôt que dans les provisions, expliquant ainsi l'écart important sur le compte "provisions à court terme" entre 2007 et 2008.

➤ **Fournisseurs**

Au 31/12/2008 le montant restant ouvert sur les fournisseurs tiers relatifs à des prestations de services ou livraisons de biens s'élevait à 216.558€ contre 718.678€ en 2007. Il s'agit de factures reçues en fin d'année et enregistrées au 31/12/08 qui seront payées début 2009 après avoir effectué le circuit complet de validation.

Les dettes envers les entités consolidées se situent globalement au même niveau que l'an dernier. Un montant de 5.600€ est ouvert en faveur de la DG ADMIN pour des prestations réalisées en 2008.

L'agence a également une dette de 302.151€ envers les institutions dont 284.808 € concernent le remboursement à la Commission des intérêts générés par le subside reçu sur le compte bancaire. Ce remboursement aura lieu en 2009. Le solde restant est, quant à lui, lié à des régularisations entre institutions dans le cadre du calcul des salaires.

➤ **Dettes diverses**

Les dettes diverses sont essentiellement constituées de montants qui ont été retenus à la base sur la rémunération des agents à titre de participation des employés aux frais de crèche et garderie. Ils doivent être reversés à la Commission dès réception de la note de débit.

➤ **Autres dettes à court terme**

L'agence a comptabilisé 2.155.906€ en charge pour lesquelles les factures n'étaient pas reçues ou comptabilisées au 31/12/2008, ce montant inclut également la provision pour congés non pris par le personnel au 31/12/2008.

Les factures non reçues des fournisseurs tiers les plus importantes sont:

- 466.123€ pour les audits en cours relatifs aux programmes et pour lesquels les rapports finaux n'étaient pas reçus au 31/12/08,
- 315.144€ pour les prestations de consultants informatiques délivrées en 2008 et non facturées au 31/12/08,
- 257.976€ pour des réunions liées aux activités opérationnelles,
- 228.007€ pour les prestations d'intérimaires du mois de décembre,
- 219.819€ pour les frais d'experts dont les factures relatives aux dernières prestations de l'année n'étaient pas reçues au 31/12/08,
- 143.890€ pour des missions réalisées en 2008 et dont les décomptes n'étaient pas établis au 31/12/08,
- 52.793€ pour des formations externes en cours,
- 29.425€ pour la consommation d'eau, gaz, électricité de décembre,
-

Quant à la provision pour congés non pris, elle s'élève à 429.390€ cette année contre 466.240€ en 2007. La provision a été calculée un peu différemment cette année conformément aux instructions reçues de la DG BUDG. En effet, le calcul prend en compte la rémunération journalière moyenne par grade pour chaque type d'agent (agents temporaires et agents contractuels) multipliée par le nombre de jours non prestés. L'an dernier, le calcul a été fait de manière globale pour les agents contractuels et pour les agents temporaires sans distinction de grade. Par ailleurs, cette année un mois équivaut à 30 jours alors qu'en 2007 seuls les jours ouvrables avaient été pris en considération. Ceci a pour conséquence un taux journalier inférieur à celui utilisé en 2007.

Les factures non reçues ou comptabilisées au 31/12/2008 vis-à-vis des entités consolidées s'élèvent à 730.375 € (244K€ de moins que l'an dernier) et concernent divers SLA avec les DG pour des prestations de services horizontaux. Nous retiendrons les montants suivants:

- 171.911€ pour la mise à disposition d'une partie du bâtiment Beaulieu en 2008 (OIB),
- 130.329€ pour diverses prestations de l'OIB
- 148.368€ pour les traductions réalisées au cours du mois de décembre (CDT),
- 63.842€ pour les prestations de la DG DIGIT,
- 57.621€ pour la sécurité et l'Hygiène de l'immeuble (DS/USHT),
- 54.136€ pour les formations de la DG ADMIN
- 38.506€ pour les prestations du Service Médical

- 25.487 € pour des formations (ADMIN),
- ...

Le montant des factures à recevoir de la part des entités consolidées a diminué par rapport à l'année dernière grâce à un meilleur suivi.

- Finalement, l'agence est redevable d'un montant de 1.365.625€ (2.836.084€ en 2007) vis-à-vis de ses DG de tutelle correspondant à la partie non utilisée du subside reçu en 2008 (517.963€ contre 1.703.919€ en 2007) augmenté du montant non utilisé sur les crédits reportés de 2007 (847.539€ contre 1.132.467€ en 2007) et des produits relatifs aux différences de change (123€).

II.2. COMPTE DE RESULTAT ECONOMIQUE

ECONOMIC OUTTURN ACCOUNT	2008	2007
II.1.1. OPERATING REVENUES	-36.914.702,92	-33.482.809,89
II.1.1.10. REVENUES FROM ADMINISTRATIVE OPERATIONS	-4.381,53	-291.698,54
II.1.1.10.B. FIXED ASSETS RELATED REVENUES	-4.381,53	-182.799,54
74000700 Other income fixed assets	-4.381,53	-182.799,54
II.1.1.10.D. OTHER ADMINISTRATIVE OPERATIONS	0,00	-108.899,00
74009000 Administrative revenue consolidated entities	0,00	-108.899,00
II.1.1.11. OTHER OPERATING REVENUES	-36.910.321,39	-33.191.111,35
II.1.1.11.A. AJUSTEMENT PROVISION	-10.000,00	0,00
74080000 Extourne provision autre	-10.000,00	0,00
II.1.1.11.B. EXCHANGE RATE DIFFERENCES	-3.429,35	-196,01
74800000 Unrealised Exchange Rate Gains	-2.778,79	
74850000 Realised Exchange Rate Gains	-650,56	-196,01
II.1.1.11.C. OTHER OPERATING REVENUES	-36.896.892,04	-33.190.915,34
74023000 Sales and other revenues	-75.000,00	-50.000,00
74025000 Miscellaneous income	-18.517,26	0,00
74009500 Subsidy of the commission	-36.803.374,78	-33.140.915,34
II.1.2. OPERATING EXPENSES	36.744.826,61	32.879.462,57
II.1.2.1. ADMINISTRATIVE EXPENSES	36.742.964,58	32.878.771,00
II.1.2.1.A. STAFF EXPENSES	17.833.541,12	15.664.873,54
62000000 Staff Costs (excluding ENDS and others experts)	16.037.265,47	14.039.202,23
62020000 Pensioners & Chomage Temporaire	76.522,88	69.053,34
62030000 Employer's contribution for social security	236.728,08	210.875,77
62040000 Staff perquisites and Social activities	18.108,10	10.654,50
62050000 Allowances (excluding ENDS and other Experts)	1.464.916,59	1.335.087,70
II.1.2.1.B. FIXED ASSETS RELATED EXPENSES	311.150,61	209.830,72
63010000 Depreciation of intangible fixed assets	104.684,01	64.860,81
63020000 Depreciation of tangible fixed assets	206.466,60	144.969,91
II.1.2.1.D. OTHER ADMINISTRATIVE EXPENSES	18.598.272,85	17.004.066,74
LAND AND BUILDINGS	2.326.735,07	2.253.570,49
61001000 Rent of Land & Buildings	1.646.418,44	1.622.605,02
61001500 Rental Expenses - Other	47.742,94	86.636,60
61002000 Maintenance & Security - Building	260.133,33	193.954,32
61003000 Insurance Building	0,00	0,00
61004000 Taxes related to Building	372.440,36	350.374,55
OTHER	11.206.642,47	10.060.813,40
61001700 Operating lease expenses	0,00	368,32
61010000 Office Supplies & maintenance	421.581,81	262.470,62
61020000 Communications & publications	450.912,46	533.672,93
61030000 Publicity and Legal expenses	29.160,00	22.627,95
61040000 Insurance - others	3.445,45	845,73
61060000 Recruitment Costs	80.842,35	22.602,10
61070000 Training Costs	137.584,28	116.175,40
61080000 Missions	484.309,90	306.629,45
61085000 Experts and related expenditure	3.818.406,30	3.439.953,09
61090000 Other goods and services - internal procurement	5.780.399,92	5.355.467,81
CONSOLIDATED EC ENTITIES-ADMIN. COSTS	5.064.895,31	4.689.682,85
61100000 Expenses with other Consolidated entities	5.064.895,31	4.689.682,85
II.1.2.2. OPERATING EXPENSES	1.862,03	691,57
II.1.2.2.F. OTHER OPERATING EXPENSES	1.862,03	691,57
EXCHANGE RATE DIFFERENCES	1.862,03	691,57
64800000 Unrealised Exchange Rate Losses	1.334,65	194,09
64850000 Realised Exchange Rate Losses	527,38	497,48
II.1 SURPLUS/ DEF. FROM OPERATING ACTIVITIES	-169.876,31	-603.347,32
II.2.2. FINANCIAL OPERATIONS EXPENSES	55,41	4.046,98
II.2.2.1. INTEREST EXPENSES	0,00	259,11
OTHER INTEREST EXPENSES	0,00	259,11
65010000 Interest expenses late payment	0,00	259,11
II.2.2.4. OTHER FINANCIAL EXPENSES	55,41	3.787,87
OTHER FINANCIAL EXPENSES	55,41	3.787,87
65025000 Other financial expenses	55,41	121,09
65013000 Other interest expenses consolidated entities	0,00	3.666,78
II.2. SURPLUS/DEF. NON OPERATING ACTIVITIES	55,41	4.046,98
II. SURPLUS/DEFICIT FROM ORDINARY ACTIVITIES	-169.820,90	-599.300,34
I. ECONOMIC RESULT OF THE YEAR	-169.820,90	-599.300,34

II.2.1. REVENU OPERATIONNEL

Le revenu opérationnel de l'agence en 2008 est principalement composé des éléments suivants:

➤ *Revenus relatifs aux immobilisations*

Le montant de 4.382€ correspond à la valeur nette des immobilisations qui ont été cédées à titre gratuit à l'Agence par la DG INFSO.

➤ *Autres revenus opérationnels*

L'Agence a procédé à l'extourne de la provision de 10.000€ constituée en 2007 pour couvrir des frais légaux qui auraient pu être facturés à l'Agence à l'issue d'un litige.

Les gains de change s'élèvent à 3.429€ et résulte des calculs et des paiements de certains éléments du salaire en devises étrangères.

Les autres revenus opérationnels correspondent:

* à la partie utilisée des subventions reçues en 2008 et plus particulièrement:

- 27.651.948€ d'EAC,
- 7.838.158€ d'INFSO,
- 1.154.173€ d'AIDCO,
- 119.563€ d'ELARG,
- 39.533€ de RELEX

* à la participation du FED de 75.000€

* à des refacturations diverses pour un montant de 18.517€ dont un montant de 8.249€ pour lequel la note de débit sera émise en 2009.

II.2.2. DEPENSES OPERATIONNELLES

➤ *Dépenses administratives*

Les dépenses administratives ont augmenté d'environ 3.865.000€ par rapport à l'année passée. Les principales dépenses concernées par cette augmentation concernent:

- les frais de personnel qui passent de 15.664.874€ à 17.833.541€
- les autres dépenses administratives qui passent de 17.004.067€ à 18.598.273€
- Les frais de personnel concernant les agents temporaires et les agents contractuels ont augmenté de 2.168.667€ (+ 13,8%) par rapport à l'an passé. En 2008, l'Agence a occupé en moyenne 76 agents temporaires et 250 agents contractuels. Elle comptait au 31/12/08 16 agents temporaires et 45 agents contractuels de plus qu'en 2007. Ce montant inclut également la provision pour "congés non pris".
- La charge d'amortissement relative aux immobilisations acquises par l'agence s'élève à 104.684€ pour les logiciels et à 206.467€ pour les immobilisations corporelles. La variation de l'amortissement cumulé au bilan pour les immobilisations corporelles est supérieure à la charge d'amortissement comptabilisée dans le compte de résultat en 2008. Cette différence est liée au fait que l'amortissement des biens transférés par la Commission ne constitue pas une charge pour l'Agence en 2008 mais apparaît au bilan suite à l'opération de transfert des biens (transfert de la valeur d'achat et de l'amortissement cumulé). Par ailleurs, l'agence a procédé à une correction de la charge

d'amortissement sur 2008 sur des biens acquis l'année antérieure et pour lesquels l'écriture manuelle réalisée à l'époque divergeait d'environ 10.000€ par rapport à ce qui a été calculé de manière automatique dans le système d'inventaire (ABAC assets).

- En ce qui concerne les autres dépenses administratives:
 - la charge relative à la location de l'immeuble et aux frais accessoires est de 2.326.735€ contre 2.253.571€ en 2007. Il convient toutefois de signaler que le loyer relatif à la mise à disposition du bâtiment "Beaulieu", les dépenses relatives à la sécurité et surveillance des immeubles ainsi que les frais de maintenance et de nettoyage exécutés conformément aux "protocole d'accord de services" signés avec l'OIB et la DG Admin sont comptabilisés dans les dépenses avec entités consolidées et sont détaillés ci-dessous. Ces dépenses ont donc faiblement augmenté par rapport à l'an dernier (environ 3%) et l'augmentation correspond à l'indexation du loyer et des taxes, à l'augmentation des tarifs du gaz et de l'électricité.
 - Quant aux autres dépenses, elles s'élèvent à 11.206.642€ contre 10.060.813€ en 2007. On enregistre donc une augmentation de l'ordre de 11%. Ces charges concernent principalement:
 - * les autres biens et services pour un montant de 5.780.400€ (5.355.468€ en 2007) et couvrent les prestations intérimaires pour environ 3,1M€ des frais d'audit et de consultance informatiques pour environ 2,6M€. L'augmentation sur ce poste est d'environ 415.000€ par rapport à l'an dernier et s'explique principalement par une augmentation des frais de consultance et d'audit dans une moindre mesure.
 - * les frais d'expert pour un montant de 3.818.406€ (3.439.953€ en 2007).
 - * les frais de communication pour un montant de 450.912 € (533.673€ en 2007). La diminution est liée au fait que des actions importantes engagées fin 2008 se tiendront début 2009.
 - * les missions pour un montant de 484.310€ (306.629€ en 2007) justifié par un nombre accru de visites de monitoring en 2008.
 - * les formations (hors formation DG ADMIN) pour un montant de 137.584€ (116.175€ en 2007)
 - Enfin, l'agence a comptabilisé un montant de 5.064.895€ (4.689.683€ en 2007) à titre de dépenses avec les entités consolidées. Ces dépenses concernent notamment:
 - * 872.000€ pour la réalisation de traductions (SLA CDT) soit 200.000€ de plus qu'en 2007,
 - * 783.000€ pour la mise à disposition du dispositif de télécommunication et le support informatique de la DG DIGIT, soit une augmentation d'environ 135.000€ par rapport à 2007,
 - * 649.000€ pour la location d'une partie du bâtiment Beaulieu (SLA OIB) soit 200.000€ de plus qu'en 2007,
 - * 615.000€ pour le nettoyage et l'entretien de l'immeuble (SLA OIB),
 - * 444.000€ (SLA ADMIN DS) et environ 20.000 € (SLA ADMIN USHT) pour la sécurité et la surveillance des immeubles,
 - * 314.000€ pour les crèches et garderie (SLA OIB) contre 62.000€ en 2007
 - * 221.000€ pour l'aide administrative du PMO dans le calcul des salaires, des frais de missions et des remboursements aux candidats,
 - * 205.000€ pour la mise à disposition du système ABAC (SLA BUDG),
 - * 136.000€ en frais de formation (SLA ADMIN),

- * 98.000€ pour Symmetry (SLA DIGIT), il s'agit d'une dépense engagée en 2006 dont les prestations s'étalent sur plusieurs années (2007-2011). La prise en charge de 2007 était de 623.000€
- * 96.000€ pour les papeteries et fournitures de bureau (SLA OIB),
- * 77.000€ pour des visites médicales (SLA ADMIN Service Médical),
- * 43.000€ pour le service de courrier et d'archivage (SLA OIB),
- * 26.000€ pour les facilités de transports et mobilité (SLA OIB),
- *...

II.3. RECONCILIATION DU RESULTAT BUDGETAIRE/COMPTABLE

	amount
Economic result (- for loss)	169.820,90
<i>Adjustment for accrual items (items not in the budgetary result but included in the economic result)</i>	
Adjustments for Accrual Cut-off (reversal 31.12.N-1)	-3.145.460,62
Adjustments for Accrual Cut-off (cut- off 31.12.N)	3.058.437,26
Amount from liaison account with Commission booked in the Economic Outturn Account	
Unpaid invoices at year end but booked in charges (class 6)	78.631,55
Depreciation of intangible and tangible fixed assets (1)	311.150,61
Provisions (1)	-466.240,00
Value reductions (1)	
Recovery Orders issued in 2007 in class 7 and not yet cashed	
Cleared Prefinancing in the year (they are in the economic result but not in the budgetary result)	
Payments made from carry over of payment appropriations	5.970.087,20
Other *)	-1.444,14
Exchange rate differences (2) (3)	
<i>Adjustment for budgetary items (item included in the budgetary result but not in the economic result)</i>	
Asset acquisitions (less unpaid amounts)	-638.077,34
New pre-financing paid in the year 2007	
New pre-financing received in the year 2007 and remaining open as at 31.12.2007	1.365.625,22
Budgetary recovery orders issued before 2007 and cashed in the year	
Budgetary recovery orders issued in 2007 on balance sheet accounts (not 7 or 6 accounts) and cashed	
Capital payments on financial leasing (they are budgetary payments but not in the economic result)	
Payment appropriations carried over to 2008	-6.185.412,70
Cancellation of unused carried over payment appropriations from previous year	847.539,07
Adjustment for carry-over from the previous year of appropriations available at 31.12 arising from assigned revenue	
Payments for pensions (they are budgetary payments but booked against provisions)	
Palements for stocks of leave and supplementary hours (they are budgetary payments but booked against provisions)	
Other **)	
total	1.364.657,01
Budgetary result (+ for surplus) (4)	1.365.625,22
Delta not explained	968,21

Il existe des différences permanentes ou temporelles entre le résultat budgétaire basé sur la comptabilité de caisse et le résultat comptable basé sur la comptabilité d'exercice. Il s'ensuit que l'agence présente un résultat comptable de 169.821€ alors que le résultat budgétaire lui est de 1.365.625€. Cette différence s'explique par les éléments suivants :

- Dans le résultat comptable les factures non comptabilisées ou non reçues sont considérées comme des charges de l'année étant donné que les services ont prestés ou les biens livrés alors que budgétairement la charge inclut les reports de crédits destinés à l'apurement des factures à recevoir l'année suivante. A l'inverse, des notes de débit à émettre relatives à des événements 2008 sont comptabilisées et génèrent un produit alors qu'elles restent sans impact sur le budget puisqu'elles n'ont ni été émises ni encaissées au 31/12/08.
- En comptabilité d'exercice, les charges payées d'avance sont reportées alors que le résultat budgétaire prend en compte ce montant car ces dépenses ont été décaissées.

- Dans le résultat comptable, seul l'amortissement annuel des immobilisations est considéré comme charge alors que budgétairement la dépense prise en compte représente le coût d'achat.
- Les provisions constituent des charges qui diminuent le résultat comptable et inversement une extourne de provision augmente le résultat comptable alors que ces charges non décaissées n'influencent pas le résultat budgétaire.
- Les paiements réalisés sur les crédits reportés constituent une charge impactant le résultat économique alors que budgétairement la charge a été prise en compte en n-1.
- Les biens transférés à titre gratuit par la DG INFSO constituent un revenu en comptabilité d'exercice alors que budgétairement il n'y a pas d'impact car aucun transfert de fonds n'a lieu.
- La valeur d'acquisition des immobilisations achetée génère une charge budgétaire alors qu'en comptabilité d'exercice, la charge se limite à l'amortissement.
- La partie non utilisée du subside reçu dans l'année n n'est pas considérée comme recette en comptabilité d'exercice alors que budgétairement elle constitue une recette car il s'agit de fonds encaissés dans l'année.

II.4. TABLEAU DES FLUX DE TRESORIE (Méthode indirecte)

	2008	2007
Cash Flows from ordinary activities		
Surplus/(deficit) from ordinary activities	169.820,90	599.300,34
Operating activities		
Adjustments		
Amortization (intangible fixed assets) +	104.684,01	64.874,03
Depreciation (tangible fixed assets) +	236.890,29	407.590,95
Increase/(decrease) in Provisions for risks and liabilities	0,00	166.240,00
Increase/(decrease) in Value reduction for doubtful debts	0,00	
(Increase)/decrease in Stock	0,00	
(Increase)/decrease in Long term Pre-financing	0,00	
(Increase)/decrease in Short term Pre-financing	0,00	
(Increase)/decrease in Long term Receivables	0,00	
(Increase)/decrease in Short term Receivables	455.127,36	346.244,74
(Increase)/decrease in Receivables related to consolidated EC entities	8.302,95	-8.364,24
Increase/(decrease) in Other Long term liabilities	0,00	
Increase/(decrease) in Accounts payable	-472.326,60	637.714,46
Increase/(decrease) in Liabilities related to consolidated EC entities	-1.875.979,89	359.988,34
(Gains)/losses on sale of Property, plant and equipment		
Net cash Flow from operating activities	-1.373.480,98	2.573.588,62
Cash Flows from investing activities		
Increase of tangible and intangible fixed assets (-)	-682.612,94	-630.180,02
Proceeds from tangible and intangible fixed assets (+)		
Net cash flow from investing activities	-682.612,94	-630.180,02
Cash flow from CECA specific transactions		
(Increase)/decrease in Other Investments (281000)	0,00	
(Increase)/decrease in Long term Loans (290000)	0,00	
(Increase)/decrease in Short term Investments (501000)	0,00	
Increase/(decrease) in Long term Financial Liabilities (170000)	0,00	
Increase/(decrease) in Short term Financial Liabilities (430000)	0,00	
Other CECA		
Net Cash Flow from CECA specific transactions	0,00	0,00
Increase/(decrease) in Employee benefits	0,00	
Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents	-2.056.093,92	1.943.408,60
Cash and cash equivalents at the beginning of the period	9.829.424,92	7.886.016,32
Cash and cash equivalents at the end of the period	7.773.331,00	9.829.424,92

II.5. DROITS ET OBLIGATIONS HORS BILAN

L'agence a signé un contrat de bail pour la location de l'immeuble dans lequel elle se trouve qui arrive à échéance le 31 juillet 2013. Le montant des loyers non indexés jusqu'à cette date s'élève à 7.743.867€ Par ailleurs, l'Agence a signé un contrat de bail à la fin de 2008 pour un nouvel immeuble qu'elle louera à partir de février 2009, ce contrat prendra fin en décembre 2015. Le montant des loyers jusqu'à cette date s'élève à 7.315.296€

L'agence a reporté des crédits pour un montant de 3.080.367€ afin d'honorer les factures à recevoir en 2009 pour des services ou des biens commandés en 2008 mais non livrés au 31/12/2008.

III. ETATS BUDGETAIRES

III.1. RESULTAT BUDGETAIRE

	2008	2007
REVENUE		
Commission subsidy (for the operating budget -Titles 1,2 and 3 - of the agency)	+ 38.169.000,00	35.977.000,00
Phare funds from Commission		
Other contributions and funding received via the Commission		
Other donors	+ 75.000,00	50.000,00
Fee income		108.899,00
Other revenue	+ 10.267,29	
TOTAL REVENUE (a)	38.254.267,29	36.135.899,00
EXPENDITURE		
<i>Title I: Staff</i>		
Payments	- 21.920.079,36	19.177.750,53
Appropriations carried over	- 828.082,17	1.022.737,67
<i>Title II: Administrative Expenses</i>		
Payments	- 9.630.812,26	8.436.603,09
Appropriations carried over	- 5.357.330,53	5.794.888,60
<i>Title III: Operating Expenditure</i>		
Payments		
Appropriations carried over		
TOTAL EXPENDITURE (b)	37.736.304,32	34.431.979,89
OUTTURN FOR THE FINANCIAL YEAR (a-b)	517.962,97	1.703.919,11
Cancellation of unused payment appropriations carried over from previous year	+ 847.539,07	1.132.467,02
Adjustment for carry-over from the previous year of appropriations available at 31.12 arising from assigned revenue		
Exchange differences for the year (gain +/-)	+/- 123,18	-301,47
BALANCE OF THE OUTTURN ACCOUNT FOR THE FINANCIAL YEAR	1.365.625,22	2.836.084,66
Balance year N-1	+/- 2.836.084,66	1.352.311,23
Positive balance from year N-1 reimbursed in year N to the Commission	- -2.836.084,66	-1.352.311,23
Result used for determining amounts in general accounting	1.365.625,22	2.836.084,66
Commission subsidy - agency registers accrued revenue and Commission accrued expense	36.803.374,78	
Pre-financing remaining open to be reimbursed by agency to Commission in year N+1	1.365.625,22	
Not included in the budget outturn:		
Interest generated by 31/12/N on the Commission subsidy funds and to be reimbursed to the Commission (liability)	+ 284.808,46	278.846,23

Grâce à une meilleure exécution budgétaire que l'an dernier et une annulation moins importante des crédits reportés de l'année précédente, l'agence affiche un surplus budgétaire de 1.365.625€ soit 1.470.459€ de moins qu'en 2007. Ce surplus qui sera restitué aux DG de tutelle en 2009 s'explique comme suit:

- 507.696€ résultant de la partie non engagée des subventions 2008 des DG de tutelle et des crédits FED,
- 10.267€ provenant de la refacturation de certaines charges 2007 indûment payées et qui conformément au règlement financier des agences exécutives ne peuvent faire l'objet d'une recette affectée,
- 847.539€ provenant de la partie non utilisée crédits reportés de 2007 en vue d'effectuer des paiements,
- Enfin, il est augmenté de 123€ résultants des gains de change.

Quant aux intérêts perçus sur la subvention, ils s'élèvent à 284.808€ et seront reversés aux différentes DG concernées.

L'exécution budgétaire sur les crédits de 2008 et les crédits reportés de 2007 est détaillée ci-après.

III.2. EXECUTION BUDGETAIRE

III.2.1. DEPENSES BUDGETAIRES

<i>TITRE I - Dépenses de personnel</i>	2008	2007
Crédits budgétaires - C1 (1)	22.974.000	21.008.000
Engagements (2)	22.748.162	20.200.980
Paievements (3)	21.920.079	19.177.751
Report de crédits	828.082	1.022.738
<i>Dépenses totales (4)</i>	22.748.161	20.200.488
Annulation de reports de crédits antérieurs - C8	146.655	293.035
<i>% d'utilisation des crédits (4)/(1)</i>	99,02%	96,16%
<i>% de paiements par rapport aux engagements (3)/(2)</i>	96,36%	94,93%
<i>TITRE II - Dépenses administratives</i>	2008	2007
Crédits budgétaires - C1 (1)	15.270.000	15.019.000
Engagements (2)	14.988.143	14.231.492
Paievements (3)	9.630.813	8.436.603
Report de crédits	5.357.331	5.794.889
<i>Dépenses totales (4)</i>	14.988.144	14.231.492
Annulation de reports de crédits antérieurs - C8	700.884	839.432
<i>% d'utilisation des crédits (4)/(1)</i>	98,15%	94,76%
<i>% de paiements par rapport aux engagements (3)/(2)</i>	64,26%	59,28%
<i>TOTAL</i>	2008	2007
Crédits budgétaires - C1 (1)	38.244.000	36.027.000
Engagements (2)	37.736.304	34.432.471
Paievements (3)	31.550.892	27.614.354
Report de crédits	6.185.413	6.817.626
<i>Dépenses totales (4)</i>	37.736.304	34.431.980
Annulation de reports de crédits antérieurs - C8	847.539	1.132.467
<i>% d'utilisation des crédits (4)/(1)</i>	98,67%	95,57%
<i>% de paiements par rapport aux engagements (3)/(2)</i>	83,61%	80,20%

Sur un budget de 38.244.000€(+2,2M€ par rapport à 2007), 37.736.304€ ont été utilisés (paiements effectués dans l'année + report de crédits) représentant 98,7% des crédits disponibles alors qu'en 2007 l'utilisation atteignait 95,6%. Le solde non utilisé en 2008 s'élève donc à 507.696€ représentant 1,3% des crédits contre 4,4% en 2006.

Dans le contexte d'évolution du périmètre de l'Agence (extension de mandat), il s'agit d'un très bon résultat (dépassant l'objectif du plan de gestion de 1,7%) découlant notamment d'un suivi régulier de l'exécution budgétaire avec actualisation des prévisions afin d'adapter les crédits aux besoins.

Une amélioration considérable a également été réalisée en 2008 sur le taux d'exécution des paiements. En effet, ces derniers atteignent 31.550.892€(27.614.354 € en 2007) c'est-à-dire 82,5% des crédits disponibles ou 84% des montants engagés, alors qu'en 2007 les paiements représentaient seulement 76,6% des crédits ou 80% des montants engagés.

Quant aux crédits reportés, ils s'élèvent à 6.185.412€(6.817.626€ en 2007) équivalents à 16,40% des crédits engagés alors que l'an dernier ils atteignaient 19,80%.

Par ailleurs, les crédits reportés de 2007 n'ont pas complètement été utilisés en 2008. En effet, 847.539€ (12,4% du report) ont fait l'objet d'une annulation (16,90% en 2007). On constate une amélioration du taux grâce à la mise en place d'une procédure de clôture en 2007. Toutefois des améliorations ont été apportées en 2008 au niveau du suivi sur la base de l'expérience antérieure.

Le détail par ligne, article, chapitre et titre ainsi que les commentaires sur l'exécution des crédits sont présentés ci-après.

Exécution des crédits C1:

Ligne	Intitulé	ENGAGEMENTS			PAIEMENTS			Carry over
		Crédits engagements (Euro)	Montants engagés (Euro)	% exécution	Crédits paiements (Euro)	Montants payés (Euro)	% exécution	
TITRE I: DEPENSES DE PERSONNEL								
A01100	TRAITEMENTS DE BASE	5.723.000	5.705.892	99,7%	5.723.000	5.705.892	99,7%	0
A01101	ALLOCATIONS FAM.	565.000	558.912	98,9%	565.000	558.912	98,9%	0
A01102	INDEMN DÉPAYEMENT	707.000	701.022	99,2%	707.000	701.022	99,2%	0
	Total art.110	6.995.000	6.965.826	99,6%	6.995.000	6.965.826	99,6%	0,00
A01112	AGENTS CONTRACTUELS	10.360.000	10.330.875	99,7%	10.360.000	10.330.875	99,7%	0
A01113	STAGIAIRES	79.000	72.577	91,9%	79.000	72.577	91,9%	0
A01115	FONCTIONNAIRES DÉTAC	116.000	116.000	100,0%	116.000	116.000	100,0%	0
	Total art.111	10.555.000	10.519.452	99,7%	10.555.000	10.519.452	99,7%	0,00
A01130	COUV RISQUES MALADIE	199.000	195.952	98,5%	199.000	195.952	98,5%	0
A01131	COUV RISQ ACCIDENTS	42.000	40.777	97,1%	42.000	40.777	97,1%	0
A01132	COUV RISQUES CHÔMAGE	79.000	76.523	96,9%	79.000	76.523	96,9%	0
	Total art. 113	320.000	313.252	97,9%	320.000	313.252	97,9%	0
A01140	ALLOC NAISS ET DÉCÈS	1.000	595	59,5%	1.000	595	59,5%	0
A01141	VOYAGE CONGÉ ANNUEL	99.000	96.965	97,9%	99.000	96.965	97,9%	0
	Total art. 114	100.000	97.560	97,6%	100.000	97.560	97,6%	0
A01170	INTÉRIMAIRES	3.115.000	3.085.000	99,0%	3.115.000	2.822.944	90,6%	262.056
A01178	PRESTATAIRES EXTERNE	320.000	292.000	91,3%	320.000	200.412	62,6%	91.588
	Total art. 117	3.435.000	3.377.000	98,3%	3.435.000	3.023.356	88,0%	353.644
A01181	FRAIS VOYAGE E/C/M	1.000	890	89,0%	1.000	890	89,0%	0
A01182	INDEM.INSTALLATIONS	17.000	16.588	97,6%	17.000	16.588	97,6%	0
A01183	FRAIS DE DÉMÉNAGEMNT	33.000	33.000	100,0%	33.000	5.778	17,5%	27.222
A01184	INDEMNITÉ JOURNALIÈR	5.000	3.999	80,0%	5.000	3.999	80,0%	0
A01185	FRAIS RECRUT.PERS.	109.000	99.000	90,8%	109.000	83.926	77,0%	15.074
	Total art. 118	165.000	153.477	93,0%	165.000	111.181	67,4%	42.296
A01190	COEFF CORRECTEURS	3.000	2.214	73,8%	3.000	2.214	73,8%	0
	Total art. 119	3.000	2.214	73,8%	3.000	2.214	73,8%	0,00
	TOTAL CHAP.11	21.573.000	21.428.781	99,3%	21.573.000	21.032.841	97,5%	395.940
A01300	FRAIS MISSIONS ADMIN	500.000	500.000	100,0%	500.000	250.970	50,2%	249.030
	Total art. 130	500.000	500.000	100,0%	500.000	250.970	50,2%	249.030
	TOTAL CHAP.13	500.000	500.000	100,0%	500.000	250.970	50,2%	249.030
A01420	RESTAURANTS, CANTINE	45.000	44.500	98,9%	45.000	34.362	76,4%	10.138
	Total art. 142	45.000	44.500	98,9%	45.000	34.362	76,4%	10.138,00
A01430	SERVICE MÉDICAL	83.000	72.000	86,7%	83.000	40.915	49,3%	31.085
	Total art. 143	83.000	72.000	86,7%	83.000	40.915	49,3%	31.085,00
A01440	COURS, FORMATION	380.000	331.680	87,3%	380.000	192.930	50,8%	138.750
	Total art. 144	380.000	331.680	87,3%	380.000	192.930	50,8%	138.750,00
A01490	AUTRES INTERVENTIONS	28.000	11.200	40,0%	28.000	8.250	29,5%	2.950
	Total art. 149	28.000	11.200	40,0%	28.000	8.250	29,5%	2.950,00
	TOTAL CHAP.14	536.000	459.380	85,7%	536.000	276.457	51,6%	182.923
A01630	CENTRE DE LA PETITE	360.000	360.000	100,0%	360.000	359.812	99,9%	188
	Total art. 163	360.000	360.000	100,0%	360.000	359.812	99,9%	188,00
	TOTAL CHAP.16	360.000	360.000	100,0%	360.000	359.812	99,9%	188
A01700	FRAIS REPRÉSENTATION	5.000	0	0,0%	5.000	0	0,0%	0
	Total art. 170	5.000	0	0,0%	5.000	0	0,0%	0,00
	TOTAL CHAP.17	5.000	0	0,0%	5.000	0	0,0%	0
	TOTAL TITRE I	22.974.000	22.748.162	99,0%	22.974.000	21.920.079	95,4%	828.082

Ligne	Intitulé	ENGAGEMENTS			PAIEMENTS			Carry over
		Crédits engagements (Euro)	Montants engagés (Euro)	% exécution	Crédits paiements (Euro)	Montants payés (Euro)	% exécution	
TITRE II: DEPENSES ADMINISTRATIVES								
A02000	LOYER	2.300.000	2.295.459	99,8%	2.300.000	2.123.548	92,3%	171.911
	Total art. 200	2.300.000	2.295.459	99,8%	2.300.000	2.123.548	92,3%	171.911,00
A02010	ASSURANCES	6.500	6.193	95,3%	6.500	6.072	93,4%	121
	Total art. 201	6.500	6.193	95,3%	6.500	6.072	93,4%	121,00
A02020	EAU GAZ ÉLEC CHAUF	260.000	260.000	100,0%	260.000	227.466	87,5%	32.534
	Total art. 202	260.000	260.000	100,0%	260.000	227.466	87,5%	32.534,00
A02030	NETTOYAGE ENTRETIEN	620.000	617.000	99,5%	620.000	606.319	97,8%	10.681
	Total art. 203	620.000	617.000	99,5%	620.000	606.319	97,8%	10.681,00
A02040	AMÉNAG LOCAUX	5.000	4.176	83,5%	5.000	4.176	83,5%	0
	Total art. 204	5.000	4.176	83,5%	5.000	4.176	83,5%	0,00
A02050	SÉCURITÉ SURVEILLANC	575.000	575.000	100,0%	575.000	514.825	89,5%	60.175
	Total art. 205	575.000	575.000	100,0%	575.000	514.825	89,5%	60.175,00
A02090	AUTRES DÉPENSES	380.000	372.440	98,0%	380.000	372.440	98,0%	0
	Total art. 209	380.000	372.440	98,0%	380.000	372.440	98,0%	0,00
	TOTAL CHAP.20	4.146.500	4.130.268	99,6%	4.146.500	3.854.846	93,0%	275.422
A02100	ÉQUIP.TRAIT.DONNÉES	427.000	422.821	99,0%	427.000	216.345	50,7%	206.476
A02101	DÉVELOPP LOGICIELS	750.000	748.960	99,9%	750.000	239.009	31,9%	509.951
A02102	PREST.SERV.EXTÉR.	965.000	949.218	98,4%	965.000	419.112	43,4%	530.106
	Total art. 210	2.142.000	2.121.000	99,0%	2.142.000	874.467	40,8%	1.246.533
	TOTAL CHAP.21	2.142.000	2.121.000	99,0%	2.142.000	874.467	40,8%	1.246.533
A02200	ACH.MAT.& INSTAL.TEC	5.000	859	17,2%	5.000	0	0,0%	859
A02202	LOC.& LEAS.M& I.TECH	47.000	45.935	97,7%	47.000	24.661	52,5%	21.274
A02203	ENT.EXPL.& RÉP.M& IT	115.000	85.477	74,3%	115.000	39.669	34,5%	45.808
	Total art. 220	167.000	132.271	79,2%	167.000	64.330	38,5%	67.941
A02210	ACHAT DE MOBILIER	2.000	1.074	53,7%	2.000	0	0,0%	1.074
A02213	ENT.& RÉP.MOBILIER	8.000	8.000	100,0%	8.000	0	0,0%	8.000
	Total art. 221	10.000	9.074	90,7%	10.000	0	0,0%	9.074
A02232	LOC.& LEAS.MAT.TRANS	26.500	26.500	100,0%	26.500	25.938	97,9%	562
	Total art. 223	26.500	26.500	100,0%	26.500	25.938	97,9%	562
A02250	FONDS DE BIBLIO	1.582	0	0,0%	1.582	0	0,0%	0
A02252	ABONNEMENTS	6.418	6.418	100,0%	6.418	6.272	97,7%	146
	Total art. 225	8.000	6.418	80,2%	8.000	6.272	78,4%	146
	TOTAL CHAP.22	211.500	174.263	82,4%	211.500	96.541	45,6%	77.723
A02300	PAPETERIE ET FOURNIT	105.000	98.500	93,8%	105.000	34.025	32,4%	64.475
	Total art. 230	105.000	98.500	93,8%	105.000	34.025	32,4%	64.475
A02320	FRAIS BANCAIRES	1.000	70	7,0%	1.000	18	1,8%	52
A02329	AUTRES CHARGES FIN	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0
	Total art. 232	1.000	70	7,0%	1.000	18	1,8%	52
A02330	FRAIS DE CONTENTIEUX	30.000	21.500	71,7%	30.000	13.000	43,3%	8.500
	Total art. 233	30.000	21.500	71,7%	30.000	13.000	43,3%	8.500
A02350	ASSURANCES DIVERSES	3.500	3.500	100,0%	3.500	640	18,3%	2.860
A02352	FRAIS RÉUNIONS INT	10.400	5.126	49,3%	10.400	4.730	45,5%	396
A02353	TRAVAUX DE MANUT	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0
A02355	TENUES SERVICES	2.600	2.581	99,3%	2.600	0	0,0%	2.581
A02356	PREST DIV, SERV HORI	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0
	Total art. 235	16.500	11.207	67,9%	16.500	5.370	32,5%	5.837
A02390	INFO., COMM.& PUBL.	15.000	5.400	36,0%	15.000	1.976	13,2%	3.424
	Total art. 239	15.000	5.400	36,0%	15.000	1.976	13,2%	3.424
	TOTAL CHAP.23	167.500	136.677	81,6%	167.500	54.390	32,5%	82.288
A02400	AFFRANCHISS ET PORT	45.000	44.128	98,1%	45.000	0	0,0%	44.128
	Total art. 240	45.000	44.128	98,1%	45.000	0	0,0%	44.128
A02410	ABON.& REDEV.TÉLÉCOM	639.000	638.685	100,0%	639.000	590.685	92,4%	48.000
	Total art. 241	639.000	638.685	100,0%	639.000	590.685	92,4%	48.000
	TOTAL CHAP.24	684.000	682.813	99,8%	684.000	590.685	86,4%	92.128
A02600	FRAIS EXPERTS	4.010.000	3.989.042	99,5%	4.010.000	2.811.953	70,1%	1.177.089
A02601	FRAIS RÉUNION ACT.OP	907.000	890.121	98,1%	907.000	173.380	19,1%	716.741
	Total art. 260	4.917.000	4.879.163	99,2%	4.917.000	2.985.333	60,7%	1.893.830
A02610	FRAIS INTERPRÉTATION	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0
	Total art. 261	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0
A02620	INFO., COMM.& PUBL.	950.000	816.094	85,9%	950.000	336.064	35,4%	480.030
	Total art. 262	950.000	816.094	85,9%	950.000	336.064	35,4%	480.030
A02630	FRAIS DE TRADUCTION	1.211.500	1.211.500	100,0%	1.211.500	723.793	59,7%	487.707
	Total art. 263	1.211.500	1.211.500	100,0%	1.211.500	723.793	59,7%	487.707
A02640	FRAIS D'AUDITS	840.000	836.366	99,6%	840.000	114.694	13,7%	721.672
	Total art. 264	840.000	836.366	99,6%	840.000	114.694	13,7%	721.672
A02650	ÉTUDES	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0
	Total art. 265	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0
	TOTAL CHAP.26	7.918.500	7.743.121	97,8%	7.918.500	4.159.884	52,5%	3.583.239
	TOTAL TITRE II	15.270.000	14.988.143	98,2%	15.270.000	9.630.813	63,1%	5.357.331
	GRAND TOTAL	38.244.000	37.736.304	98,7%	38.244.000	31.550.892	82,5%	6.185.412

Exécution des crédits d'engagement

Sur les crédits alloués de 38.244.000€ les 37.736.304 €engagés sont répartis comme suit:

- 22.748.162€sur le titre I "Dépenses de Personnel" c'est-à-dire 99% du budget alloué à ce titre, affichant ainsi une progression de l'ordre de 3% par rapport à l'an dernier.
- 14.988.988€sur le titre II " Immeubles, Matériel et Dépenses de fonctionnement" équivalent à 98,2% du budget disponible sur ce titre, représentant également une amélioration de l'ordre de 3% par rapport à l'année précédente.

Titre I "Dépenses de personnel":

L'exécution atteint ou approche les 100% sur tous les chapitres, à l'exception du chap. 14 "Infrastructure à caractère socio-médical", laissant un solde non utilisé de 225.838€sur ce titre.

Le chap. 14 affiche une exécution de 86% avec un montant de crédits non-engagés de 76.620€. Ce surplus est essentiellement lié:

- * au nombre de visites médicales inférieur à nos prévisions,
- * à un nombre de participants inférieur aux prévisions pour certains cours (MTP, EAS),
à un coût inférieur aux estimations pour certaines formations (ABAC, ICS).

Titre II (Immeubles, matériel et dépenses de fonctionnement):

Le taux d'exécution approche les 100% sur l'ensemble des chapitres à l'exception des chapitres suivants:

- *Chapitre 22 "Biens meubles et frais accessoires",*

L'exécution avoisine les 82% représentant un solde non utilisé de crédits de l'ordre de 37.237€ qui résulte de la diminution du volume d'achats (en raison de l'attente du nouvel immeuble et du nouveau contrat-cadre de l'OIB).

Ce chapitre ne représente toutefois que 0,5% du budget total de l'agence.

- *Chapitre 23 "dépenses de fonctionnement administratif courant",*

L'exécution est également de l'ordre de 82% des crédits disponibles laissant un solde non utilisé de 30.823€qui s'explique notamment par les éléments suivants:

- * Certains dossiers juridiques ont été traités en interne, ce qui a permis de réduire les coûts,
- * Les coûts de communication sont inférieurs aux prévisions suite à la réduction du nombre de publications.

Ce chapitre ne représente toutefois que 0,4% du budget total de l'agence.

- *Chapitre 26 "frais administratifs liés aux activités opérationnelles",* l'exécution atteint 97,8% mais mérite un commentaire compte tenu de l'exécution variable d'une ligne à l'autre et de l'importance de ce chapitre qui représente environ 21% du budget de l'agence.

Ligne	Intitulé	Crédits engagements K€	Montants engagés K€	% exécution
A02600	FRAIS EXPERTS	4.010,0	3.989,0	99,5%
A02601	FRAIS RÉUNION ACT.OP	907,0	890,1	98,1%
A02620	INFO., COMM.& PUBL.	950,0	816,1	85,9%
A02630	FRAIS DE TRADUCTION	1.211,5	1.211,5	100,0%
A02640	FRAIS D'AUDITS	840,0	836,4	99,6%
Chap.26	TOTAL	7.918,5	7.743,1	97,8%

L'exécution atteint 100% pour la ligne "traduction" et elle se situe aux environs de 99,5% sur les lignes "frais d'experts" et "frais d'audit".

Le surplus sur la ligne "communication" est lié à des coûts inférieurs à la prévision pour certains "Infodays" dont l'organisation et par conséquent le coût ont été connus tardivement (en particulier pour l'Infoday Erasmus Mundus-ECW).

Sur la ligne "réunions liées aux activités opérationnelles", certaines réunions se sont avérées moins chères que prévu.

Exécution des crédits de paiement

L'exécution des crédits de paiement s'élève à 31.550.892 € soit 83,60% des crédits engagés (80,20% en 2007). Un montant de 6.185.412€ (16,3% des montants engagés) sera payé en 2009 après réception des factures. Les sommes non nécessaires au paiement de factures ont fait l'objet d'un dégageant avant le 31/12/08.

En 2007, le solde encore à payer était de 6.817.626€ équivalent à 19,8% des crédits d'engagement.

Les paiements se répartissent comme suit:

- 21,920M€ sur le titre I "Dépenses de Personnel" c'est-à-dire 95,4% du budget alloué à ce titre. Le solde de 0,8M€ (4% des crédits engagés) est reporté en 2009 et sera payé à la réception des factures concernées. En 2007, le solde reporté s'élevait à 1M€ (5% des crédits engagés).
- 9,631 M€ sur le titre II " Immeubles, Matériel et Dépenses de fonctionnement" représentant 63,1% du budget disponible. Le solde de 5,357M€ (36% des crédits engagés) est reporté à 2009 et sera payé à la réception des factures. L'an dernier, 5,8M€ ont été reportés (40,7% des crédits engagés).

Titre I "Dépenses de personnel":

Les paiements restant à réaliser concernent essentiellement:

- Sur le personnel en activité (chap. 11) qui représente 94% des crédits du titre I (dépenses de personnel), 98% des crédits engagés ont été payés. Des factures sont encore à recevoir pour les prestations intérimaires du mois de décembre, pour le solde de l'audit informatique et les prestations du PMO, ainsi que pour des frais de déménagement et de recrutement.
- Sur les frais de missions (chap. 13), 50% des crédits engagés ont été payés. Les missions de janvier à octobre ayant été liquidées, des factures doivent encore parvenir pour les missions des 2 derniers mois de l'année 2008 et des premiers mois 2009.
- Sur les infrastructures à caractère socio-médical (chap. 14), 60% des engagements ont déjà fait l'objet d'un paiement. Des factures sont encore attendues pour les derniers mois de l'année et notamment pour la formation, le service médical et la cantine (OIB).

Titre II : "Immeubles, matériel et dépenses de fonctionnement":

- Sur le loyer, les charges locatives et les autres dépenses immobilières (chap.20), 93% des crédits engagés ont été liquidés, des factures doivent encore être reçues pour la location de l'immeuble "Beaulieu" (OIB), la consommation d'eau, gaz et électricité de décembre ainsi que pour le nettoyage, l'entretien, la sécurité et la surveillance des immeubles couverts par un "Service Level Agreement".
- Sur le traitement de données (chap. 21), 59 % (78% en 2007) des crédits engagés doivent encore faire l'objet de paiement en 2009 étant donné qu'un nombre significatif d'engagements couvre des prestations étalées sur 2008 et sur le premier trimestre 2009 et que certains contrats ont été conclus vers la fin de l'année 2008. Soulignons néanmoins que le renouvellement de certains contrats de consultance porte sur une période plus courte en vue de se rapprocher de l'année calendrier.
- Sur les biens meubles et frais accessoires (chap. 22), 55% des crédits engagés ont fait l'objet de paiement. Des factures sont encore attendues pour l'entretien et la location des copieurs et dans une moindre mesure pour l'entretien et l'achat de mobilier (SLA OIB).
- Sur les dépenses de fonctionnement administratif courant (chap. 23), 40% des crédits engagés ont été liquidés, une facture importante est encore attendue de l'OIB pour les fournitures de bureau et quelques factures sont encore attendues pour du conseil juridique et pour la publication du budget révisé.
- Sur les dépenses d'affranchissement et télécommunication (chap. 24), 87% des engagements ont fait l'objet de paiement. Le solde du SLA avec la DIGIT sera payé en 2009 sur la base des effectifs réellement présents au 31/12/08. L'OIB n'a pas émis en 2008 la facture relative au frais forfaitaires d'affranchissement et de port.
- Enfin, en ce qui concerne les frais administratifs liés aux activités opérationnelles (chap. 26) qui représentent 52% des crédits du titre II, 54% des crédits engagés ont été payés. Sur l'article 260, 39% des crédits engagés doivent encore être liquidés. Des factures d'experts sont encore à recevoir pour des prestations de décembre 2008 et de janvier 2009 ainsi que pour certaines conférences ou réunions de coordination se tenant fin 2008/début 2009. En ce qui concerne les frais de communication, la plupart des actions ont fait l'objet d'un paiement d'acompte en 2008 le solde sera apuré en 2009 lors de la réception du rapport d'activité. Pour les frais de traduction, les commandes de novembre et décembre seront payées en 2009. Enfin, les audits en cours seront payés en 2009 à la réception des rapports.

Exécution des crédits reportés (C8):

Sur les crédits reportés de 2007 vers 2008, 88% ont été utilisés (83% en 2006). Les crédits annulés s'élèvent à 847.539€(1.132.467€en 2007) se répartissant ainsi :

- titre 1: 146.655€ (dont 80.677€ concernent les dépenses d'intérimaires et de services extérieurs)
- titre 2: 700.884€(dont 590.840€concernent les dépenses liées aux activités opérationnelles).

Titre I "Dépenses de personnel":

Ligne	Intitulé	ENGAGEMENTS			PAIEMENTS			Crédits non utilisés
		Crédits engagements (Euro)	Montants engagés (Euro)	% exécution	Crédits paiements (Euro)	Montants payés (Euro)	% exécution	
TITRE I: DEPENSES DE PERSONNEL								
A01115	FONCTIONNAIRES DÉTACHÉS	45.118	16.471	36,5%	45.118	16.471	36,5%	28.647
	Total art.111	45.118	16.471	36,5%	45.118	16.471	36,5%	28.647
A01170	INTÉRIMAIRES	603.018	603.018	100,0%	603.018	522.690	86,7%	80.328
A01178	PRESTATAIRES EXTERNES	13.900	13.900	100,0%	13.900	13.551	97,5%	349
	Total art. 117	616.918	616.918	100,0%	616.918	536.241	86,9%	80.677
A01183	FRAIS DE DÉMÉNAGEMENT	861	861	100,0%	861	0	0,0%	861
A01185	FRAIS RECRUTEMENT PERS.	22.194	22.194	100,0%	22.194	21.768	98,1%	426
	Total art. 118	23.055	23.055	100,0%	23.055	21.768	94,4%	1.287
	TOTAL CHAP.11	685.091	656.444	95,8%	685.091	574.480	83,9%	110.611
A01300	FRAIS MISSIONS	208.532	199.103	95,5%	208.532	199.103	95,5%	9.429
	Total art. 130	208.532	199.103	95,5%	208.532	199.103	95,5%	9.429
	TOTAL CHAP.13	208.532	199.103	95,5%	208.532	199.103	95,5%	9.429
A01420	RESTAURANTS, CANTINE	3.000	3.000	100,0%	3.000	3.000	100,0%	0
	Total art. 142	3.000	3.000	100,0%	3.000	3.000	100,0%	0
A01430	SERVICE MÉDICAL	34.863	34.863	100,0%	34.863	13.473	38,6%	21.390
	Total art. 143	34.863	34.863	100,0%	34.863	13.473	38,6%	21.390
A01440	COURS, FORMATION	74.141	74.112	100,0%	74.141	71.772	96,8%	2.369
	Total art. 144	74.141	74.112	100,0%	74.141	71.772	96,8%	2.369
A01490	AUTRES INTERVENTIONS	14.254	14.254	100,0%	14.254	14.254	100,0%	0
	Total art. 149	14.254	14.254	100,0%	14.254	14.254	100,0%	0
	TOTAL CHAP.14	126.258	126.229	100,0%	126.258	102.499	81,2%	23.759
A01700	FRAIS REPRÉSENTATION	2.857	2.857	100,0%	2.857	0	0,0%	2.857
	Total art. 170	2.857	2.857	100,0%	2.857	0	0,0%	2.857
	TOTAL CHAP.17	2.857	2.857	100,0%	2.857	0	0,0%	2.857
	TOTAL TITRE I	1.022.738	984.634	96,3%	1.022.738	876.083	85,7%	146.655

L'annulation des crédits s'expliquent par les éléments suivants:

- Sur l'article 111, PMO n'ayant pas procédé à une correction demandée en décembre 2007, une partie de la charge relative aux "fonctionnaires détachés" a été imputée sur la ligne traitement de base fin 2007. La reclassification n'a pu être réalisée en 2008 étant donné que la ligne "traitement de base" n'est pas reportable avec comme conséquence la non utilisation d'une partie des crédits reportés.
- Sur l'article 117, la facturation des prestations intérimaires s'est avérée inférieure au montant de la commande suite à des jours non prestés pour cause de maladie ou congé. Ces éléments n'étant connus qu'à la fin du mois, le dégagement n'est donc possible qu'en janvier n+1.
- Sur l'article 143, le Service Médical nous a confirmé en 2008 seulement, que la gestion des dossiers médicaux ne serait pas facturée.

Titre II : "Immeubles, matériel et dépenses de fonctionnement":

Ligne	Intitulé	ENGAGEMENTS			PAIEMENTS			Crédits non utilisés
		Crédits engagements (Euro)	Montants engagés (Euro)	% exécution	Crédits paiements (Euro)	Montants payés (Euro)	% exécution	
TITRE II: DEPENSES ADMINISTRATIVES								
A02000	LOYER	440.000	440.000	100,0%	440.000	435.863	99,1%	4.137
	Total art. 200	440.000	440.000	100,0%	440.000	435.863	99,1%	4.137
A02010	ASSURANCES	1.518	1.518	100,0%	1.518	1.518	100,0%	0
	Total art. 201	1.518	1.518	100,0%	1.518	1.518	100,0%	0
A02020	EAU GAZ ÉLEC CHAUF	45.227	45.227	100,0%	45.227	42.457	93,9%	2.770
	Total art. 202	45.227	45.227	100,0%	45.227	42.457	93,9%	2.770
A02030	NETTOYAGE ENTRETIEN	253.220	253.220	100,0%	253.220	253.220	100,0%	0
	Total art. 203	253.220	253.220	100,0%	253.220	253.220	100,0%	0
A02040	AMÉNAG LOCAUX	14.543	14.543	100,0%	14.543	13.958	96,0%	585
	Total art. 204	14.543	14.543	100,0%	14.543	13.958	96,0%	585
A02050	SÉCURITÉ SURVEILLANCE	25.111	25.111	100,0%	25.111	25.111	100,0%	0
	Total art. 205	25.111	25.111	100,0%	25.111	25.111	100,0%	0
	TOTAL CHAP.20	779.619	779.619	100,0%	779.619	772.128	99,0%	7.491
A02100	ÉQUIP.TRAIT.DONNÉES	463.948	459.992	99,1%	463.948	459.950	99,1%	3.998
A02101	DÉVELOPP LOGICIELS	650.159	632.950	97,4%	650.159	621.324	95,6%	28.835
A02102	PREST.SERV.EXTÉR.	876.144	873.974	99,8%	876.144	848.507	96,8%	27.637
	Total art. 210	1.990.250	1.966.915	98,8%	1.990.250	1.929.781	97,0%	60.469
	TOTAL CHAP.21	1.990.250	1.966.915	98,8%	1.990.250	1.929.781	97,0%	60.469
A02200	ACH.MAT.& INSTAL.TECH.	1.177	1.177	100,0%	1.177	450	38,2%	727
A02202	LOCATION MAT.& INSTAL.TECH.	12.224	12.224	100,0%	12.224	11.496	94,0%	728
A02203	EXPLOITATION, ENTRETIEN MAT.& INSTAL. TECH.	55.647	55.647	100,0%	55.647	36.760	66,1%	18.887
	Total art. 220	69.048	69.048	100,0%	69.048	48.706	70,5%	20.342
A02210	ACHAT DE MOBILIER	95.548	95.548	100,0%	95.548	93.280	97,6%	2.268
	Total art. 221	95.548	95.548	100,0%	95.548	93.280	97,6%	2.268
A02232	LOC.& LEAS.MAT.TRANS	6.485	6.485	100,0%	6.485	6.485	100,0%	0
	Total art. 223	6.485	6.485	100,0%	6.485	6.485	100,0%	0
	TOTAL CHAP.22	171.080	171.080	100,0%	171.080	148.470	86,8%	22.610
A02300	PAPETERIE ET FOURNIT	25.442	25.442	100,0%	25.442	24.301	95,5%	1.141
	Total art. 230	25.442	25.442	100,0%	25.442	24.301	95,5%	1.141
A02320	FRAIS BANCAIRES	110	21	19,1%	110	21	19,1%	89
	Total art. 232	110	21	19,1%	110	21	19,1%	89
A02330	FRAIS DE CONTENTIEUX	24.962	14.375	57,6%	24.962	14.375	57,6%	10.587
	Total art. 233	24.962	14.375	57,6%	24.962	14.375	57,6%	10.587
A02350	ASSURANCES DIVERSES	760	760	100,0%	760	760	100,0%	0
A02352	FRAIS RÉUNIONS INTERNES	1.067	935	87,6%	1.067	935	87,6%	132
A02355	TENUES SERVICES	1.727	1.727	100,0%	1.727	1.664	96,4%	63
	Total art. 235	3.554	3.422	96,3%	3.554	3.359	94,5%	195
A02390	INFO., COMM.& PUBL.	11.001	11.001	100,0%	11.001	3.968	36,1%	7.033
	Total art. 239	11.001	11.001	100,0%	11.001	3.968	36,1%	7.033
	TOTAL CHAP.23	65.067	54.260	83,4%	65.067	46.023	70,7%	19.044
A02410	ABON.& REDEV.TÉLÉCOM	37.000	37.000	100,0%	37.000	36.570	98,8%	430
	Total art. 241	37.000	37.000	100,0%	37.000	36.570	98,8%	430
	TOTAL CHAP.24	37.000	37.000	100,0%	37.000	36.570	98,8%	430
A02600	FRAIS EXPERTS	905.197	751.579	83,0%	905.197	647.496	71,5%	257.701
A02601	FRAIS RÉUNIONS LIEES ACTIVITES OPERATION.	231.793	213.729	92,2%	231.793	137.315	59,2%	94.478
	Total art. 260	1.136.990	965.308	84,9%	1.136.990	784.811	69,0%	352.179
A02620	INFO., COMM.& PUBL.	391.459	391.459	100,0%	391.459	341.518	87,2%	49.941
	Total art. 262	391.459	391.459	100,0%	391.459	341.518	87,2%	49.941
A02630	FRAIS DE TRADUCTION	128.946	128.946	100,0%	128.946	128.946	100,0%	0
	Total art. 263	128.946	128.946	100,0%	128.946	128.946	100,0%	0
A02640	FRAIS D'AUDITS	1.094.478	1.046.713	95,6%	1.094.478	905.757	82,8%	188.721
	Total art. 264	1.094.478	1.046.713	95,6%	1.094.478	905.757	82,8%	188.721
	TOTAL CHAP.26	2.751.872	2.532.425	92,0%	2.751.872	2.161.032	78,5%	590.840
	TOTAL TITRE II	5.794.888	5.541.299	95,6%	5.794.888	5.094.004	87,9%	700.884
	GRAND TOTAL	6.817.626	6.525.933	95,7%	6.817.626	5.970.087	87,6%	847.539

L'annulation des crédits s'expliquent par les éléments suivants:

Sur l'article 210, les jours réellement prestés et facturés par les consultants ont été inférieurs aux commandes initiales.

Sur l'art 220, la différence est essentiellement imputable à un nombre de copies réalisées inférieur à nos prévisions.

Sur l'article 260, le montant payé aux experts est inférieur à nos estimations en raison d'une réduction des jours de prestation compte tenu du nombre de propositions reçues mais également suite à frais de voyage moins élevés que nos prévisions. Par ailleurs, les frais de

réunions liés aux activités opérationnels se sont avérés inférieurs à l'offre compte tenu du nombre de participants.

Sur l'article 262, le surplus résulte d'un coût réel inférieur au montant budgété étant donné un taux de participation moindre que la prévision réduisant ainsi la partie de frais variables.

Sur l'article 264, le solde de certaines missions d'audit n'a pu être payé en 2008 car les rapports finaux n'étaient pas clôturés. Par ailleurs, certaines missions prévues initialement ont fait l'objet d'une annulation.

III.2.2. RECETTES BUDGETAIRES

Budget Income Line Position	Budget Line Description	Appropriation Amount (euros) (1)	Entitlements established (2)	Revenue received(euros) (3)	Outstanding at the end of 2008
I2008-1000-IC1	Commission Subsidy INFSO	8.129.000	8.129.000	8.129.000	0,00
I2008-1011-IC1	Commission Subsidy EAC - rubrique 1a	18.700.000	18.700.000	18.700.000	0,00
I2008-1012-IC1	Commission Subsidy EAC - rubrique 3b	9.458.000	9.458.000	9.458.000	0,00
I2008-1013-IC1	Commission Subsidy EAC - rubrique 4	520.000	520.000	520.000	0,00
I2008-1030-IC1	Commission Subsidy AIDCO	1.197.000	1.197.000	1.197.000	0,00
I2008-1030-IC1	Commission Subsidy Relex	41.000	41.000	41.000	0,00
I2008-1040-IC1	Commission Subsidy ELARG	124.000	124.000	124.000	0,00
I2008-1050-IC1	Subsidy FED	75.000	75.000	75.000	0,00
	Other income		10.267	10.267	0,00
	GRAND TOTAL	38.244.000	38.254.267	38.254.267	0,00

Remarque: La subvention de la Commission sous la rubrique 4 (ligne 15.10432) s'élève à 517.295 € La différence de 2.705 € a été financée par la ligne 15.010430 "Subvention de la Commission à l'EACEA sous la rubrique 1a". Le total de la subvention de la Commission sur cette ligne s'élève donc à 18.702.705 €

La totalité des fonds appelés a été encaissée au 31/12/08.

Par rapport à 2007, l'agence a bénéficié de subsides accrus des différentes DG ainsi que d'une contribution plus importante du FED.

Cette augmentation des recettes est justifiée par les extensions du mandat de l'agence qui ont généré des besoins de ressources additionnelles.

Le budget initial, ses révisions ainsi que les transferts opérés en 2008 sont détaillés ci-après.

L'agence a débuté l'année 2008 avec un budget de 41.203.000€

Ce budget a fait l'objet d'une révision le 23/07/2008 à l'occasion de l'extension du mandat de l'agence pour la gestion de volets supplémentaires EMECW. Toutefois, compte tenu de l'exécution budgétaire du 1^{er} semestre, l'Agence a procédé à une réactualisation de ses besoins qui l'a amenée à réduire de 3.000.000€ ses dépenses prévisionnelles et à réaliser des transferts entre certains postes. Les contributions des différentes DG ont donc également été adaptées en conséquence. Le budget révisé est donc passé à 38.203.000€

A la suite d'une seconde révision le 13/11/2008, le budget a été augmenté à 38.244.000€ pour prendre en compte l'extension du mandat de l'Agence à la gestion d'ICI. La contribution de la DG Relex a donc été augmentée de 41.000€ L'agence a également procédé à des transferts entre diverses lignes budgétaires pour tenir compte de l'évolution de ses dépenses sur les différents postes.

Enfin, un dernier aménagement du budget a eu lieu en décembre (sans impact sur le montant total) afin de faire face à certaines dépenses supplémentaires sur certains postes.

III.3. BUDGET INITIAL 2008 ET TRANSFERTS

Article Poste	Intitulé	2008 Budget initial	Transfert 07/08	2008 Révision juillet	Transfert 11/08	2008 Révision novembre	Transfert 12/08	2008 Révision décembre
RECETTES								
1	SUBVENTION DE LA COMMUNAUTÉ							
1 0	SUBVENTION DE LA COMMUNAUTÉ							
1000	Subvention de la Communauté européenne au titre du domaine politique Société de l'information	8.565.000	-436.000	8.129.000	0	8.129.000	0	8.129.000
1011	Subvention de la Communauté européenne au titre du domaine politique Education et culture (programmes financés à la rubrique 1a des perspectives financières)	21.295.000	-2.595.000	18.700.000	0	18.700.000	0	18.700.000
1012	Subvention de la Communauté européenne au titre du domaine politique Education et culture (programmes financés à la rubrique 3b des perspectives financières)	9.743.000	-285.000	9.458.000	0	9.458.000	0	9.458.000
1013	Subvention de la Communauté européenne au titre du domaine politique Education et culture (programmes financés à la rubrique 4 des perspectives financières)	513.000	7.000	520.000	0	520.000	0	520.000
1030	Subvention de la Communauté européenne au titre du domaine politique Relations extérieures	1.038.000	159.000	1.197.000	41.000	1.238.000	0	1.238.000
1040	Subvention de la Communauté européenne au titre du domaine politique Elargissement	49.000	75.000	124.000	0	124.000	0	124.000
1050	Contribution FED	0	75.000	75.000	0	75.000	0	75.000
	TOTAL DU CHAPITRE 1 0	41.203.000	-3.000.000	38.203.000	41.000	38.244.000	0	38.244.000
	TOTAL GÉNÉRAL	41.203.000	-3.000.000	38.203.000	41.000	38.244.000	0	38.244.000

Article Poste	Intitulé	2008 Budget initial	Transfert 07/08	2008 Révision juillet	Transfert 11/08	2008 Révision novembre	Transfert 12/08	2008 Révision décembre
DEPENSES TITRE I								
1	PERSONNEL							
1 1	PERSONNEL EN ACTIVITÉ							
1 1 0	Agents temporaires occupant un emploi prévu au tableau des effectifs	8.200.000	-1.135.000	7.065.000	0	7.065.000	-50.000	7.015.000
	Total de l'article 1 1 0	8.200.000	-1.135.000	7.065.000	0	7.065.000	-50.000	7.015.000
1 1 1	Autres agents							
1 1 1 2	Agents contractuels	11.460.000	-1.610.000	9.850.000	560.000	10.410.000	-40.000	10.370.000
1 1 1 3	Stagiaires	79.000.000	0	79.000	0	79.000	0	79.000
1 1 1 4	Conseillers spéciaux	p.m.	0	p.m.	0	p.m.	0	p.m.
1 1 1 5	Fonctionnaires européens, nationaux et internationaux de même qu'agents du secteur privé détachés temporairement à l'agence		131.000	131.000	-15.000	116.000	0	116.000
	Total de l'article 1 1 1	11.539.000	-1.479.000	10.060.000	545.000	10.605.000	-40.000	10.565.000
1 1 3	Cotisations sociales	380.000	-73.000	307.000	13.000	320.000	0	320.000
1 1 4	Allocations et indemnités diverses	135.000	-35.000	100.000	0	100.000	0	100.000
1 1 7	Prestations intérimaires et autres prestataires externes	2.826.000	444.000	3.270.000	210.000	3.480.000	-40.000	3.440.000
1 1 8	Indemnités et frais relatifs à l'entrée en fonctions, à la cessation des fonctions et aux mutations	270.000	50.000	320.000	-170.000	150.000	15.000	165.000
1 1 9	Coefficients correcteurs	5.000	-2.000	3.000	0	3.000	0	3.000
	TOTAL DU CHAPITRE 1 1	23.355.000	-2.230.000	21.125.000	598.000	21.723.000	-115.000	21.608.000
1 3	MISSIONS ET DÉPLACEMENTS							
1 3 0	Frais de missions, de déplacements et autres dépenses accessoires	400.000	100.000	500.000	0	500.000	0	500.000
	TOTAL DU CHAPITRE 1 3	400.000	100.000	500.000	0	500.000	0	500.000
1 4	INFRASTRUCTURE À CARACTÈRE SOCIO-							
1 4 0	Secours extraordinaires	p.m.	p.m.	p.m.	0	p.m.	0	p.m.
1 4 2	Restaurants et cantines	51.000	-6.000	45.000	0	45.000	0	45.000
1 4 3	Service médical	136.000	-23.000	113.000	-15.000	98.000	-15.000	83.000
1 4 4	Cours de langues, recyclage et perfectionnement professionnel	400.000	-20.000	380.000	0	380.000	0	380.000
1 4 9	Autres interventions	20.000	8.000	28.000	0	28.000	0	28.000
	TOTAL DU CHAPITRE 1 4	607.000	-41.000	566.000	-15.000	551.000	-15.000	536.000
1 5	ÉCHANGE DE FONCTIONNAIRES ET EXPERTS							
1 5 2	Agents de l'Agence détachés temporairement dans d'autres administrations	p.m.	0	p.m.	0	p.m.	0	p.m.
	TOTAL DU CHAPITRE 1 5	0	0	0	0	0	0	0
1 6	Service social							
1 6 3	Centre de la petite enfance	140.000	-35.000	105.000	275.000	380.000	-15.000	365.000
	TOTAL DU CHAPITRE 1 6	140.000	-35.000	105.000	275.000	380.000	-15.000	365.000
1 7	FRAIS DE RÉCEPTION ET DE REPRÉSENTATION							
1 7 0	Frais de réception et de représentation	5.000	0	5.000	0	5.000	0	5.000
	TOTAL DU CHAPITRE 1 7	5.000	0	5.000	0	5.000	0	5.000
	Total du titre 1	24.507.000	-2.206.000	22.301.000	858.000	23.159.000	-145.000	23.014.000

Article Poste	Intitulé	2008 Budget initial	Transfert 07/08	2008 Révision juillet	Transfert 11/08	2008 Révision novembre	Transfert 12/08	2008 Révision décembre
DEPENSES TITRE II								
2	IMMEUBLES, MATÉRIEL ET DÉPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT							
2 0	LOCATION D'IMMEUBLES ET FRAIS ACCESSOIRES							
2 0 0	Loyers	2.763.000	-463.000	2.300.000	0	2.300.000	0	2.300.000
2 0 1	Assurances	8.000	0	8.000	-1.500	6.500	0	6.500
2 0 2	Eau, gaz, électricité et chauffage	320.000	-60.000	260.000	0	260.000	0	260.000
2 0 3	Nettoyage et entretien	812.000	-192.000	620.000	0	620.000	0	620.000
2 0 4	Aménagement des locaux	100.000	-90.000	10.000	-5.000	5.000	0	5.000
2 0 5	Sécurité et surveillance des immeubles	558.000	55.000	613.000	-43.000	570.000	5.000	575.000
2 0 7	Construction des immeubles	p.m.	0	p.m.	0	p.m.	0	0
2 0 9	Autres dépenses	465.500	-105.500	360.000	20.000	380.000	0	380.000
	TOTAL DU CHAPITRE 2 0	5.026.500	-855.500	4.171.000	-29.500	4.141.500	5.000	4.146.500
2 1	TRAITEMENT DE DONNÉES							
2 1 0	Informatique							
2 1 0 0	Équipement de traitement de données	442.000	-15.000	427.000	0	427.000	0	427.000
2 1 0 1	Développement de logiciels	860.000	-8.000	852.000	-102.000	750.000	0	750.000
2 1 0 2	Autres services externes	1.240.000	-174.000	1.066.000	-101.000	965.000	0	965.000
	Total de l'article 2 1 0	2.542.000	-197.000	2.345.000	-203.000	2.142.000	0	2.142.000
	TOTAL DU CHAPITRE 2 1	2.542.000	-197.000	2.345.000	-203.000	2.142.000	0	2.142.000
2 2	BIENS MEUBLES ET FRAIS ACCESSOIRES							
2 2 0	Matériel et installations techniques							
2 2 0 0	Achat de matériel et installations techniques	26.000	-13.000	13.000	-8.000	5.000	0	5.000
2 2 0 2	Location et leasing de matériel et installations techniques	60.000	-14.000	46.000	1.000	47.000	0	47.000
2 2 0 3	Entretien, exploitation et réparation de matériel et installations techniques	110.000	-3.000	107.000	8.000	115.000	0	115.000
	Total de l'article 2 2 0	196.000	-30.000	166.000	1.000	167.000	0	167.000
2 2 1	Mobilier							
2 2 1 0	Achat de mobilier	140.000	-125.000	15.000	-13.000	2.000	0	2.000
2 2 1 2	Location et leasing de mobilier	p.m.	0	p.m.	0	p.m.	0	p.m.
2 2 1 3	Entretien et réparation de mobilier	20.000	-2.000	18.000	-10.000	8.000	0	8.000
	Total de l'article 2 2 1	160.000	-127.000	33.000	-23.000	10.000	0	10.000
2 2 3	Matériel de transport							
2 2 3 0	Achat de matériel de transport	p.m.	0	p.m.	0	p.m.	0	p.m.
2 2 3 2	Location et leasing de matériel de transport	26.500	0	26.500	0	26.500	0	26.500
2 2 3 3	Entretien, exploitation et réparation de matériel de transport	p.m.	0	p.m.	0	p.m.	0	p.m.
	Total de l'article 2 2 3	26.500	0	26.500	0	26.500	0	26.500
2 2 5	Dépenses de documentation et de bibliothèque	1.000	7.000	8.000	0	8.000	0	8.000
	TOTAL DU CHAPITRE 2 2	383.500	-150.000	233.500	-22.000	211.500	0	211.500
2 3	DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF COURANT							
2 3 0	Papeterie et fournitures de bureau	138.000	-33.000	105.000	0	105.000	0	105.000
2 3 2	Charges financières							
2 3 2 0	Frais bancaires	1.000	0	1.000	0	1.000	0	1.000
2 3 2 1	Pertes de change	p.m.	0	p.m.	0	p.m.	0	p.m.
2 3 2 9	Autres frais financiers	0	0	0	0	0	0	0
	Total de l'article 2 3 2	1.000	0	1.000	0	1.000	0	1.000
2 3 3	Frais de contentieux	50.000	0	50.000	-20.000	30.000	0	30.000
2 3 4	Domages et intérêts	p.m.	p.m.	p.m.	0	p.m.	0	p.m.
2 3 5	Autres dépenses de fonctionnement	40.000	-19.000	21.000	-4.500	16.500	0	16.500
2 3 9	Information, communication et publication	60.000	-20.000	40.000	-25.000	15.000	0	15.000
	TOTAL DU CHAPITRE 2 3	289.000	-72.000	217.000	-49.500	167.500	0	167.500
2 4	AFFRANCHISSEMENT ET TÉLÉCOMMUNICATIONS							
2 4 0	Affranchissement de correspondance et frais de port	45.000	0	45.000	0	45.000	0	45.000
2 4 1	Télécommunications							
2 4 1 0	Abonnements et redevances	650.000	-11.000	639.000	0	639.000	0	639.000
2 4 1 1	Achat et installation d'équipements et de matériels de télécommunications	0	0	0	0	0	0	0
	Total de l'article 2 4 1	650.000	-11.000	639.000	0	639.000	0	639.000
	TOTAL DU CHAPITRE 2 4	695.000	-11.000	684.000	0	684.000	0	684.000
2 5	FRAIS DE RÉUNIONS ET DE CONVOCATIONS							
2 5 0	Réunions et convocations en général	p.m.	0	p.m.	0	p.m.	0	p.m.
	TOTAL DU CHAPITRE 2 5	0	0	0	0	0	0	0
2 6	FRAIS ADMINISTRATIFS LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES							
2 6 0	Frais d'experts et de réunions liés aux activités	5.100.000	200.000	5.300.000	-383.000	4.917.000	0	4.917.000
2 6 1	Frais d'interprétation	50.000	0	50.000	-50.000	0	0	0
2 6 2	Information, communication et publication	640.000	60.000	700.000	50.000	750.000	160.000	910.000
2 6 3	Frais de traduction	900.000	311.500	1.211.500	0	1.211.500	0	1.211.500
2 6 4	Frais d'audits	1.040.000	-50.000	990.000	-130.000	860.000	-20.000	840.000
2 6 5	Frais d'études	30.000	-30.000	0	0	0	0	0
	TOTAL DU CHAPITRE 2 6	7.760.000	491.500	8.251.500	-513.000	7.738.500	140.000	7.878.500
	Total du titre 2	16.696.000	-794.000	15.902.000	-817.000	15.085.000	145.000	15.230.000
	TOTAL DEPENSES	41.203.000	-3.000.000	38.203.000	41.000	38.244.000	0	38.244.000

III.4. TABLEAU DES EFFECTIFS

TABLEAU DES EFFECTIFS STATUTAIRES				
Catégories et grades	Emplois			
	2007		2008	
	Réellement pourvus au 31.12.2007	Autorisés dans le budget	Réellement pourvus au 31.12.2008	Autorisés dans le budget
	Temp.	Temp.	Temp.	Temp.
AD 16	0	0	0	0
AD 15	0	0	0	0
AD 14	1	1	1	1
AD 13	0	0	0	0
AD 12	5	5	4	6
AD 11	7	7	7	6
AD 10	1	1	2	1
AD 9	19	19	18	22
AD 8	8	11	14	13
AD 7	4	4	5	9
AD 6	1	1	1	3
AD 5	5	6	6	3
Total grade AD	51	55	58	64
AST 11	0	0		
AST 10	3	3	1	3
AST 9	0	0		
AST 8	0	0		
AST 7	2	2	2	2
AST 6	4	4	3	3
AST 5	4	4	3	5
AST 4	0	4	5	6
AST 3	5	11	13	9
AST 2	0	0		
AST 1	0	0		
Total grade AST	18	28	27	28
Total général	69	83	85	92

Le nombre de postes occupés par les agents temporaires est donc passé de 69 en 2007 à 85 en 2008 (+16).

En ce qui concerne les agents contractuels, l'agence a recruté 45 agents dans le courant de 2008 portant ainsi le nombre de postes occupés de 232 au 31/12/07 à 277 au 31/12/08.

L'effectif annuel moyen de l'Agence était de l'ordre de 76 agents temporaires et 250 agents contractuels.

En ce qui concerne les postes vacants au 31/12/2008 pour les AT, plusieurs sélections sont en cours et devraient permettre de pourvoir la plupart des postes au cours du premier trimestre 2009.